



**BANQUE
LAURENTIENNE**

Communiqué

POUR DIFFUSION IMMÉDIATE

MONTRÉAL, LE 5 SEPTEMBRE 2008

LA BANQUE LAURENTIENNE DU CANADA ANNONCE UN SOLIDE BÉNÉFICE NET DE 30,9 MILLIONS \$, POUR LE TROISIÈME TRIMESTRE 2008, ET UNE AUGMENTATION DE 6 % DE SON DIVIDENDE

La Banque Laurentienne du Canada a déclaré un bénéfice net de 30,9 millions \$, ou 1,17 \$ dilué par action ordinaire, pour le troisième trimestre terminé le 31 juillet 2008, comparativement à 23,2 millions \$, ou 0,85 \$ dilué par action ordinaire, pour la même période lors de l'exercice financier 2007. Le rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires s'établissait à 13,4 % pour ce trimestre, comparativement à 10,5 % pour la même période en 2007.

Les résultats pour le troisième trimestre 2008 incluent un gain net de 7,6 millions \$ (7,4 millions \$, net des impôts sur les bénéfices; 0,31 \$ dilué par action ordinaire) sur la vente de titres, découlant du gain de 12,9 millions \$ réalisé grâce à la vente d'actions de la Bourse de Montréal, contrebalancé en partie par des pertes de 5,3 millions \$ sur la vente d'autres valeurs mobilières. La provision pour pertes sur prêts inclut une augmentation de 8,0 millions \$ (5,5 millions \$, net des impôts sur les bénéfices; 0,23 \$ dilué par action ordinaire), de la provision générale pour pertes sur prêts tel qu'il est expliqué plus longuement en page 6 du présent communiqué. En excluant les éléments significatifs mentionnés ci-dessus, le bénéfice net pour le troisième trimestre 2008 a augmenté de 5,8 millions \$, ou 25 %, et le bénéfice net dilué par action ordinaire a augmenté de 0,24 \$, ou 28 %, par rapport aux résultats déclarés pour le troisième trimestre 2007 qui ne comprenaient aucun élément significatif particulier.

Pour les neuf premiers mois de l'exercice financier 2008, terminés le 31 juillet 2008, le bénéfice net s'élevait à 75,2 millions \$, ou 2,78 \$ dilué par action ordinaire, comparativement à 64,4 millions \$, ou 2,34 \$ dilué par action ordinaire, en 2007. Le rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires s'établissait à 10,9 % pour cette période de neuf mois, comparativement à 9,9 % pour la même période en 2007.

Les résultats pour les neuf premiers mois de l'exercice financier 2008 incluent les éléments mentionnés ci-dessus, ainsi qu'un ajustement fiscal défavorable de 5,6 millions \$ (0,23 \$ dilué par action ordinaire) comptabilisé lors du premier trimestre 2008. Les résultats pour les neuf premiers mois de l'exercice financier 2007 incluaient les retombées de certains ajustements fiscaux positifs, d'un montant de 2,5 millions \$ (0,10 \$ dilué par action ordinaire), comptabilisés durant le premier semestre de cet exercice financier. En excluant les éléments significatifs mentionnés ci-dessus, le bénéfice net pour les neuf premiers mois de l'exercice financier 2008 a augmenté de 17,0 millions \$, ou 27 %, et le bénéfice net dilué par action ordinaire a augmenté de 0,70 \$, ou 31 %, par rapport aux neuf premiers mois de l'exercice financier 2007.

Le président et chef de la direction, M. Réjean Robitaille, a commenté les résultats de la Banque en ces termes : « Nous sommes heureux des solides résultats obtenus lors de ce trimestre, alors que nous avons pu bénéficier d'une excellente croissance des prêts et des dépôts, ainsi que d'un gain relativement important sur la titrisation de prêts hypothécaires. En outre, tous nos secteurs d'activité

ont amélioré leur performance, d'un exercice financier à l'autre, et contribué ainsi au développement de la Banque. Cependant, le récent ralentissement de l'économie canadienne, conjugué à la forte croissance de nos prêts, nous a incités à agir avec prudence et augmenter notre provision générale pour pertes sur prêts. »

« Compte tenu de notre solide situation financière, a ajouté M. Robitaille, et de la confiance que nous avons en notre habileté de poursuivre le développement de la Banque le conseil d'administration a décidé d'augmenter notre dividende par action ordinaire de 0,02 \$ par trimestre. »

SURVOL DES INITIATIVES DE DÉVELOPPEMENT DES AFFAIRES

La priorité que s'est donnée la Banque d'augmenter sa rentabilité repose principalement sur l'accélération de la croissance de ses volumes d'affaires. Au cours du troisième trimestre 2008, et conformément à cette priorité, la Banque a donc adopté de nouvelles mesures destinées à mettre en valeur ses initiatives en matière de développement des affaires afin de continuer d'accroître son rayonnement dans ses marchés de prédilection et d'en développer tout le potentiel.

Compte tenu de l'incertitude qui caractérise le contexte économique actuel, la Banque privilégie en effet un développement très ciblé dans des marchés familiers qui ne représentent pas un niveau de risque supérieur à sa tolérance. Il importe de noter que la Banque bénéficie d'outils de plus en plus efficaces, tels que des systèmes de gestion des relations clients, pour optimiser le service à la clientèle. Au cours des douze derniers mois, la croissance des prêts s'est élevée à 12 %, ou 1,7 milliards \$ (excluant la titrisation), alors que les prêts hypothécaires ont augmenté de 11 %, ou 830 millions \$, les prêts personnels de 10 %, ou 476 millions \$, et les prêts commerciaux de 17 %, ou 389 millions \$.

En ce qui concerne les secteurs d'activité de la Banque, et comparativement à l'exercice financier 2007, le secteur *Immobilier et Commercial* poursuit sa bonne performance et affiche une amélioration de 42 % de son bénéfice net, alors que le secteur *Particuliers et PME Québec* améliore sa rentabilité de 11 %, *B2B Trust* de 14 % et *Valeurs mobilières Banque Laurentienne* de 91%.

Le secteur *Particuliers et PME Québec* performe bien depuis le début de l'exercice financier 2008, en se concentrant sur des secteurs qui lui sont très familiers et en continuant d'appliquer de rigoureux critères de crédit. La croissance de ce secteur d'activité découle notamment des initiatives déployées pour libérer les directeurs de comptes de tâches administratives et leur permettre de se concentrer sur la croissance de leurs portefeuilles.

B2B Trust continue pour sa part d'assurer une bonne croissance de ses volumes d'affaires dans les domaines des dépôts, des prêts hypothécaires et des prêts à l'investissement, et ce, en dépit du ralentissement dans le marché des fonds communs de placement qui a entravé la croissance des prêts à l'investissement. *B2B Trust* a élargi son équipe de développement des affaires afin d'être toujours plus présente auprès des quelque 15 000 conseillers financiers indépendants à qui elle fournit ses produits financiers. *B2B Trust* a également enrichi ses effectifs marketing pour accélérer le développement de produits.

Enfin, *Valeurs mobilières Banque Laurentienne* (VMBL) renforce de manière soutenue son positionnement dans chacun de ses domaines d'activité, en particulier grâce aux efforts de sa division Institutionnel-Revenu fixe. La division Institutionnel-Actions, mise sur pied il y a deux ans seulement et appuyée par la réputation de *Valeurs mobilières Banque Laurentienne* établie de longue date auprès de la clientèle institutionnelle pour ses services en matière de revenu fixe, a progressé rapidement tel qu'anticipé. Encore là, la décision de se concentrer sur un marché très précis, en l'occurrence celui des entreprises à petite capitalisation, se révèle très judicieuse.

RAPPORT DE GESTION

Le présent rapport de gestion présente, du point de vue de la direction, une explication de la situation financière de la Banque au 31 juillet 2008, ainsi que de sa performance au cours des périodes de trois mois et de neuf mois terminées à cette même date. Ce rapport de gestion, daté du 4 septembre 2008, devrait être lu parallèlement aux états financiers consolidés non vérifiés pour le troisième trimestre 2008.

Le Rapport annuel 2007 de la Banque fournit par ailleurs de l'information financière complémentaire sur des sujets tels que la gestion des risques, les conventions comptables et les arrangements hors bilan.

PERFORMANCE ET OBJECTIFS FINANCIERS

La Banque Laurentienne rend publics ses objectifs financiers au début de chaque exercice et rend compte ensuite de ses résultats réels à chaque trimestre. La Banque n'a pas pour pratique de définir des objectifs de revenus sur une base périodique. Présenté strictement à des fins d'information, le tableau ci-dessous permet de comparer la performance de la Banque aux objectifs définis par la direction pour l'exercice 2008.

Indicateurs de performance

	Objectifs 2008	Période de neuf mois terminée le 31 juillet 2008 (réel)
Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires	9,5 % à 10,5 %	10,9 %
Bénéfice net dilué par action	3,30 \$ à 3,60 \$	2,78 \$
Revenu total	+ 5 % (615 millions \$)	+ 9 % (477,7 millions \$)
Ratio d'efficacité	74 % à 72 %	69,7 %
Ratio de capital de première catégorie	minimum de 9,5 %	10,1 %

FAITS SAILLANTS DU TROISIÈME TRIMESTRE 2008

- Le bénéfice net a augmenté de 33 % et s'élevait à 30,9 millions \$ (1,17 \$ dilué par action ordinaire) pour le troisième trimestre 2008, comparativement à 23,2 millions \$ (0,85 \$ dilué par action ordinaire) pour le troisième trimestre 2007.
- Les résultats incluent un gain net de 7,6 millions \$ (7,4 millions \$, net des impôts sur les bénéfices; 0,31 \$ dilué par action ordinaire) sur la vente de titres, découlant du gain de 12,9 millions \$ réalisé grâce à la vente d'actions de la Bourse de Montréal, contrebalancé en partie par des pertes de 5,3 millions \$ sur la vente d'autres valeurs mobilières.
- La provision pour pertes sur prêts s'élevait à 18,5 millions \$, incluant une augmentation de 8,0 millions \$ (5,5 millions \$, net des impôts sur les bénéfices; 0,23 \$ dilué par action ordinaire) de la provision générale pour pertes sur prêts.

- Au cours du troisième trimestre 2008, la croissance des prêts, y compris les prêts hypothécaires titrisés, a atteint 570 millions \$, comparativement à 814 millions \$ pour le troisième trimestre 2007. La croissance des dépôts des particuliers a atteint 198 millions \$ pour le troisième trimestre 2008, comparativement à 229 millions \$ pour la même période en 2007.
- Le revenu total s'établissait à 171,1 millions \$ pour le troisième trimestre 2008, comparativement à 151,0 millions \$ pour le troisième trimestre 2007. Cette augmentation de 13 % découle principalement du gain net réalisé grâce à la vente de titres, tel qu'il a été indiqué ci-dessus, et de l'augmentation des revenus de titrisation. En excluant les retombées du gain net sur la vente de titres, le revenu total a augmenté de 8 % d'un exercice financier à l'autre. La marge nette d'intérêt a diminué et s'établissait à 2,20 % pour le troisième trimestre 2008, comparativement à 2,39 % pour le troisième trimestre 2007.
- Les frais autres que d'intérêt ont augmenté de 5 % et s'établissaient à 113,5 millions \$ pour le troisième trimestre 2008, comparativement à 108,4 millions \$ pour le troisième trimestre 2007. Cette augmentation est principalement attribuable à l'augmentation des salaires, des avantages sociaux et des frais technologiques.

ANALYSE DES RÉSULTATS CONSOLIDÉS

Sommaire des résultats

Le bénéfice net s'élevait à 30,9 millions \$, ou 1,17 \$ dilué par action ordinaire, pour le troisième trimestre terminé le 31 juillet 2008, comparativement à 23,2 millions \$, ou 0,85 \$ dilué par action ordinaire, pour la même période en 2007. Les résultats pour le troisième trimestre 2008 incluent un gain net de 7,6 millions \$ (7,4 millions \$, net des impôts sur les bénéficiaires; 0,31 \$ dilué par action ordinaire) sur la vente de titres, découlant du gain de 12,9 millions \$ réalisé grâce à la vente d'actions de la Bourse de Montréal, contrebalancé en partie par des pertes de 5,3 millions \$ sur la vente d'autres valeurs mobilières. La provision pour pertes sur prêts inclut une augmentation de 8,0 millions \$ (5,5 millions \$, net des impôts sur les bénéficiaires; 0,23 \$ dilué par action ordinaire) de la provision générale pour pertes sur prêts tel qu'il est expliqué plus longuement en page 6 du présent communiqué.

Le revenu total a augmenté de 20,1 millions \$, ou 13 %, et s'établissait à 171,1 millions \$ pour le troisième trimestre 2008, comparativement à 151,0 millions \$ pour le troisième trimestre 2007. Cette augmentation est principalement attribuable à l'augmentation du revenu net d'intérêt, tel qu'il est expliqué ci-dessous.

Le revenu net d'intérêt a augmenté de 1,6 million \$ d'un exercice financier à l'autre, un résultat attribuable principalement à l'augmentation des volumes de prêts. Les marges nettes d'intérêt s'établissaient à 2,20 % pour le troisième trimestre 2008, comparativement à 2,39 % pour le troisième trimestre 2007. Au cours du troisième trimestre 2008, la pression exercée par une concurrence agressive et les conditions d'ensemble du marché sur les marges du portefeuille de dépôts à terme des particuliers, ainsi que l'augmentation des niveaux d'actifs liquides, et, dans un moindre impact, les changements dans la constitution de notre portefeuille de prêts, ont réduit les marges nettes d'intérêt et entravé la croissance du revenu net d'intérêt.

Au cours du troisième trimestre 2008, les autres revenus ont augmenté de 18,4 millions \$ par rapport au troisième trimestre 2007. Les revenus tirés des opérations de titrisation s'élevaient à 9,9 millions \$ pour le troisième trimestre 2008, une augmentation de 8,7 millions \$ par rapport à l'exercice financier précédent. Au cours du troisième trimestre 2008, la Banque a titrisé 264 millions \$ de prêts hypothécaires résidentiels et constaté des gains à la vente de 8,2 millions \$, ce qui reflète les

conditions actuelles du marché du prêt hypothécaire au Canada. Par ailleurs, les revenus de gestion ont augmenté à 1,7 million \$ pour le troisième trimestre 2008, comparativement à 0,9 million \$ pour le troisième trimestre 2007, en raison de l'augmentation du volume de prêts hypothécaires sous gestion. Les revenus des activités de trésorerie et de marchés financiers ont augmenté de 6,6 millions \$ et s'établissaient à 13,2 millions \$ pour le troisième trimestre 2008, un résultat attribuable essentiellement au gain net de 7,6 millions \$ réalisé grâce à la vente de valeurs mobilières, tel qu'il a été indiqué ci-dessus. Les revenus d'assurance crédit et les revenus tirés des opérations de courtage ont également contribué, quoique dans une moindre mesure, aux solides résultats pour le troisième trimestre 2008.

Comparativement au deuxième trimestre 2008, le revenu net d'intérêt a augmenté de 4,4 millions \$. Cette augmentation d'un trimestre à l'autre découle principalement du fait que le troisième trimestre comptait deux jours additionnels, ainsi que de la croissance des volumes de prêts et de dépôts. Les autres revenus ont augmenté de 11,2 millions \$ par rapport au deuxième trimestre 2008, un résultat attribuable principalement au gain net réalisé grâce à la vente de valeurs mobilières, tel qu'il a été indiqué ci-dessus, et à l'augmentation des revenus tirés des opérations de courtage.

Pour la période de neuf mois terminée le 31 juillet 2008, le revenu total s'élevait à 477,7 millions \$, soit une augmentation de 39,4 millions \$, ou 9 %, par rapport à la même période en 2007. Le revenu net d'intérêt a augmenté de 9,5 millions \$, principalement en raison de l'augmentation des prêts et des dépôts. Les autres revenus ont également augmenté, de 29,9 millions \$, grâce à l'augmentation des revenus tirés des opérations de titrisation et à l'amélioration du rendement des activités de trésorerie et de marchés financiers, y compris le gain net réalisé grâce à la vente de valeurs mobilières.

La provision pour pertes sur prêts s'établissait à 18,5 millions \$ pour le troisième trimestre 2008, incluant une augmentation de 8,0 millions \$ de la provision générale pour pertes sur prêts. Pour le troisième trimestre 2007, la provision pour pertes sur prêts s'établissait à 10,0 millions \$. Au cours des neuf derniers mois, la réduction des pertes sur prêts, découlant de la vente d'un portefeuille de marges de crédit de *B2B Trust*, a contrebalancé l'augmentation des pertes sur prêts dans d'autres portefeuilles, ce qui a permis à la Banque de maintenir ses pertes sur prêts approximativement au même niveau que lors de l'exercice financier précédent. Cependant, la croissance des portefeuilles de prêts, conjuguée à la récente détérioration des données sur l'emploi et au ralentissement économique, principalement au Québec et en Ontario, ont amené la Banque à augmenter sa provision générale pour pertes sur prêts de 8,0 millions \$ au cours du troisième trimestre 2008.

Pour la période de neuf mois terminée le 31 juillet 2008, la provision pour pertes sur prêts s'établissait à 38,0 millions \$, comparativement à 30,0 millions \$ pour la même période en 2007. L'augmentation des pertes découle essentiellement de l'augmentation de la provision générale pour pertes sur prêts, tel qu'il a été indiqué ci-dessus.

Les prêts douteux nets s'établissaient à (12,8) millions \$ (soit (0,09) % du total des prêts, acceptations bancaires et valeurs acquises en vertu de conventions de revente), alors qu'ils s'établissaient à (2,3) millions \$, ou (0,02) %, au 30 avril 2008 et (11,4) millions \$, ou (0,08) %, au 31 octobre 2007. Les prêts douteux bruts s'établissaient à 102,7 millions \$ au 31 juillet 2008, comparativement à 103,9 millions \$ au 31 octobre 2007.

Les frais autres que d'intérêt ont augmenté de 5 % et s'élevaient à 113,5 millions \$ pour le troisième trimestre 2008, comparativement à 108,4 millions \$ pour le troisième trimestre 2007. Les salaires et avantages sociaux s'établissaient à 60,7 millions \$ pour le troisième trimestre 2008, soit une augmentation de 2,1 millions \$ par rapport à la même période en 2007. Les augmentations de salaires, l'augmentation des rémunérations liées à la performance, de même que l'augmentation du nombre d'employés particulièrement dans le secteur *Particuliers et PME Québec*, expliquent en

majeure partie cette variation. Les coûts relatifs aux locaux et aux technologies s'élevaient à 29,9 millions \$ pour le troisième trimestre 2008, comparativement à 27,8 millions \$ pour le troisième trimestre 2007. Cette augmentation découle essentiellement de l'augmentation des coûts en matière de technologies. Pour le troisième trimestre 2008, les autres frais sont demeurés relativement inchangés par rapport au troisième trimestre 2007.

La Banque veille toujours à limiter le niveau général des dépenses, tout en consacrant des ressources additionnelles spécifiquement à l'augmentation de ses revenus, et ce, principalement dans ses secteurs d'activité, dans ses communications et dans ses activités de développement des affaires. Pour le troisième trimestre 2008, le ratio d'efficacité s'est amélioré à 66,4 % (69,4 %, en excluant le gain net sur la vente de valeurs mobilières), comparativement à 71,8 % pour le troisième trimestre 2007, un résultat attribuable en partie à un contrôle toujours plus serré des coûts et à l'augmentation du niveau des autres revenus.

Pour la période de neuf mois terminée le 31 juillet 2008, les frais autres que d'intérêt ont augmenté de 11,3 millions \$, un résultat attribuable principalement à l'augmentation des salaires et des coûts en matière de technologies.

Les impôts sur les bénéfices s'élevaient à 8,1 millions \$ (taux d'imposition effectif : 20,8 %) pour le troisième trimestre 2008, comparativement à 9,5 millions \$ (taux d'imposition effectif : 29,1 %) pour le troisième trimestre 2007. Pour 2008, la diminution du taux d'imposition découle principalement de la baisse du niveau des impôts sur le gain réalisé grâce à la vente des actions de la Bourse de Montréal. Les bénéfices liés à la détention d'actions canadiennes qui génèrent des revenus non imposables et la baisse du niveau des impôts sur les revenus générés par les opérations étrangères d'assurance crédit ont également contribué à la diminution du taux d'imposition effectif pour les troisième trimestres 2007 et 2008.

Pour la période de neuf mois terminée le 31 juillet 2008, les impôts sur les bénéfices s'élevaient à 31,5 millions \$ (taux d'imposition effectif : 29,5 %), comparativement à 22,3 millions \$ (taux d'imposition effectif : 25,7 %) pour la même période en 2007. La diminution du taux d'imposition pour 2008, comparativement au taux prévu par la loi, découle des éléments présentés ci-dessus, contrebalancés en partie par la baisse de 5,7 millions \$ des actifs d'impôts futurs de la Banque liée à de nouvelles réductions des taux d'imposition établis par le gouvernement fédéral et comptabilisées au cours du premier trimestre 2008. Pour la période de neuf mois terminée le 31 juillet 2007, la diminution du taux d'imposition effectif découlait des éléments présentés ci-dessus ainsi que d'autres ajustements positifs, d'un montant de 2,5 millions \$, enregistrés au cours des premier et deuxième trimestres 2007.

ANALYSE DE LA SITUATION FINANCIÈRE

L'actif au bilan s'élevait à 19,3 milliards \$ au 31 juillet 2008, comparativement à 17,8 milliards \$ au 31 octobre 2007.

Au 31 juillet 2008, les liquidités, valeurs mobilières et valeurs acquises en vertu de conventions de revente avaient augmenté de 0,9 milliard \$ par rapport à leur niveau en date du 31 octobre 2007, alors que les liquidités générées par les opérations de titrisation et la croissance des portefeuilles de dépôts ont dépassé les déboursés nets liés aux prêts et les autres flux de trésorerie nets. Cette augmentation du niveau des actifs liquides a légèrement affecté les marges nettes d'intérêt au cours des neuf derniers mois; en contrepartie, elle a rehaussé la flexibilité de la Banque, ce qui a contribué à stimuler la croissance des prêts.

Le portefeuille de prêts et d'acceptations bancaires a augmenté de 553 millions \$, ou 4 %, depuis le début de l'exercice financier 2008, et s'élevait à 14,1 milliards \$ au 31 juillet 2008, comparativement à 13,5 milliards \$ au 31 octobre 2007. Les prêts personnels ont augmenté de 307 millions \$ au cours de la période de neuf mois terminée le 31 juillet 2008, un résultat attribuable principalement à la croissance des marges de crédit sur valeur domiciliaire et à la croissance du portefeuille de prêts à l'investissement de B2B Trust.

La baisse de 123 millions \$ du portefeuille de prêts hypothécaires résidentiels, pour la période de neuf mois terminée le 31 juillet 2008, découle essentiellement des opérations de titrisation. Globalement, compte tenu à la fois des prêts inscrits au bilan et des prêts hors bilan, le portefeuille de prêts hypothécaires résidentiels a augmenté de 621 millions \$ au cours des neuf derniers mois, tel que l'indique le tableau ci-dessous.

Portefeuille de prêts hypothécaires résidentiels

(en millions de dollars)	au 31 juillet 2008	au 31 octobre 2007	Croissance nette
Prêts hypothécaires inscrits au bilan	6 110 \$	6 233 \$	(123) \$
Prêts titrisés (hors bilan)	2 306	1 562	744
	8 416 \$	7 795 \$	621 \$

Les prêts hypothécaires commerciaux ont augmenté de 199 millions \$ au cours de la période de neuf mois terminée le 31 juillet 2008, alors que les prêts commerciaux, y compris les acceptations bancaires, ont augmenté de 170 millions \$.

Les dépôts des particuliers ont augmenté de 901 millions \$ et s'élevaient à 12,5 milliards \$ pour la période de neuf mois terminée le 31 juillet 2008. À cette date, les dépôts des particuliers représentaient 82 % du total des dépôts qui s'élevait à 15,2 milliards \$. Ces dépôts constituent la source de financement privilégiée de la Banque, étant donné leur relative stabilité et leur coût marginal moins élevé que celui des dépôts en gros, même en dépit de la forte compétition en matière de taux d'intérêt. Les dépôts d'entreprises et autres dépôts ont augmenté de 374 millions \$ au cours de la période de neuf mois terminée le 31 juillet 2008.

Au 31 juillet 2008, les capitaux propres s'élevaient à 1 060,8 millions \$, comparativement à 1 004,7 millions \$ au 31 octobre 2007. Cette augmentation des capitaux propres découle principalement du cumul du bénéfice net au cours des neuf derniers mois, net des dividendes payés, ainsi que de l'augmentation de la valeur des produits dérivés désignés comme couverture de flux de trésorerie et comptabilisés comme autres éléments du résultat étendu. La valeur comptable de l'action ordinaire de la Banque, excluant le cumul des autres éléments du résultat étendu, s'établissait à 35,15 \$ au 31 juillet 2008, comparativement à 33,34 \$ au 31 octobre 2007. Le nombre d'actions ordinaires en circulation s'élevait à 23 844 050 et le nombre d'options d'achat d'actions à 130 990 au 31 juillet 2008 et au 26 août 2008 respectivement.

Le capital réglementaire de première catégorie de la Banque, tel qu'il est détaillé à la note 5 des états financiers consolidés intermédiaires non vérifiés, s'élevait à 956,7 millions \$ au 31 juillet 2008 [selon l'accord de Bâle II], comparativement à 950,0 millions \$ au 31 octobre 2007 [selon l'accord de Bâle I]. Les ratios BRI de capital de première catégorie et de capital total atteignaient respectivement 10,1 % et 12,1 % au 31 juillet 2008 [selon l'accord de Bâle II], comparativement à 9,8 % et 11,6 % au 31 octobre 2007 [selon l'accord de Bâle I]. La Banque a adopté le nouvel accord de Bâle II en date du 1^{er} novembre 2007. Conséquemment, la Banque a opté pour l'utilisation de la méthode standard pour le risque de crédit et de la méthode de l'indicateur de base pour le risque opérationnel.

Au cours de sa réunion tenue le 5 septembre 2008, le conseil d'administration a approuvé une augmentation de 0,02 \$, ou 6 %, du dividende trimestriel, ce qui porte ce dividende à 0,34 \$ par action ordinaire. Cette augmentation reflète bien l'amélioration soutenue des revenus de la Banque, de même que la confiance de la direction et du conseil d'administration quant à ses perspectives de rendement. Le dividende sera payable le 1^{er} novembre 2008 aux actionnaires inscrits en date du 1^{er} octobre 2008. Par ailleurs, au cours de sa réunion tenue le 27 août 2008, le conseil d'administration a annoncé le paiement de dividendes réguliers pour les diverses séries d'actions privilégiées aux actionnaires inscrits en date du 9 septembre 2008.

L'actif administré s'élevait à 15,5 milliards \$ au 31 juillet 2008, comparativement à 15,6 milliards \$ au 31 octobre 2007 et 15,3 milliards \$ au 31 juillet 2007. Au cours des douze derniers mois, la diminution des actifs administrés, attribuable principalement à la réévaluation des marchés, a été contrebalancée par la hausse du niveau des prêts hypothécaires administrés, découlant des opérations de titrisation.

INFORMATION SECTORIELLE

Depuis le 1^{er} novembre 2007, les activités de prêts commerciaux aux petites et moyennes entreprises du Québec et les services financiers aux particuliers sont regroupés au sein du nouveau secteur d'activité *Particuliers et PME Québec*. Ces activités de prêts commerciaux étaient assurées auparavant par le secteur Services financiers aux entreprises qui, sous la nouvelle appellation *Immobilier et Commercial*, comprend dorénavant les activités de financement immobilier au Canada, le financement commercial en Ontario et les comptes majeurs.

Comparativement au troisième trimestre 2007, tous les secteurs d'activité, avantagés principalement par des augmentations de leur revenu total, ont amélioré leur contribution au bénéfice net de la Banque. Les résultats du secteur *Autres* incluent des gains sur les opérations de titrisation, un gain net sur la vente de valeurs mobilières et l'impact des provisions générales additionnelles pour pertes sur prêts, tel qu'il a été expliqué ci-dessus.

La contribution des secteurs d'activité s'est également améliorée par rapport au deuxième trimestre 2008, principalement en raison de l'augmentation des volumes de prêts et de dépôts, ainsi que du fait que le troisième trimestre compte deux jours additionnels.

Contributions au bénéfice net

(en millions de dollars)	Particuliers et PME Québec		Immobilier et Commercial	B2B Trust	Valeurs mobilières Banque		Autres	Total
	Laurentienne	Autres						
T3 2008	11,6	7,7	9,2	1,1	1,3		30,9	[note 1]
Bénéfice net	39 %	26 %	31 %	4 %	s.o.		100 %	
T2 2008	8,6	7,4	9,2	0,4	(0,4)		25,1	
Bénéfice net	34 %	29 %	36 %	2 %	s.o.		100 %	
T3 2007	10,4	5,4	8,1	0,6	(1,4)		23,2	
Bénéfice net	42 %	22 %	33 %	3 %	s.o.		100 %	

Note 1 : Pourcentage de la contribution des quatre secteurs d'activité au bénéfice net, à l'exclusion du secteur Autres.

Particuliers et PME Québec

La contribution du secteur *Particuliers et PME Québec* au bénéfice net a augmenté de 11 % et s'élevait à 11,6 millions \$ pour le troisième trimestre 2008, comparativement à 10,4 millions \$ pour le troisième trimestre 2007.

Les revenus ont augmenté de 6,9 millions \$, passant de 100,6 millions \$ pour le troisième trimestre 2007 à 107,5 millions \$ pour le troisième trimestre 2008. Ce résultat est attribuable principalement à l'augmentation des revenus générés par la croissance des prêts et des dépôts. Les revenus d'assurance crédit ont également augmenté, de 1,5 million \$, grâce à l'effet conjugué d'une augmentation des volumes d'affaires et d'une diminution des demandes de règlement. Les pertes sur prêts s'élevaient à 9,3 millions \$, soit une augmentation de 2,2 millions \$ par rapport au troisième trimestre 2007. Ce résultat reflète une légère détérioration dans les domaines du financement aux points de vente et du financement des petites et moyennes entreprises, ainsi que les augmentations globales des portefeuilles. Les frais autres que d'intérêt ont augmenté de 3,8 millions \$, passant de 78,9 millions \$ pour le troisième trimestre 2007 à 82,8 millions \$ pour le troisième trimestre 2008.

Cette augmentation est attribuable principalement à l'augmentation de la masse salariale, consécutive à l'expansion des activités de détail, conjuguée aux augmentations de salaires régulières et aux frais technologiques plus élevés.

Immobilier et Commercial

La contribution du secteur *Immobilier et Commercial* au bénéfice net a augmenté de 42 % et s'élevait à 7,7 millions \$ pour le troisième trimestre 2008, comparativement à 5,4 millions \$ pour le troisième trimestre 2007.

Les revenus ont augmenté de 2,9 millions \$, passant de 15,4 millions \$ pour le troisième trimestre 2007 à 18,3 millions \$ pour le troisième trimestre 2008. Ce résultat découle principalement de l'augmentation du revenu net d'intérêt, elle-même attribuable à l'augmentation des volumes de prêts. Les pertes sur prêts s'élevaient à 1,0 million \$ pour le troisième trimestre 2008, une amélioration par rapport au troisième trimestre 2007, alors qu'elles s'élevaient à 1,7 million \$. Les frais autres que d'intérêt ont légèrement augmenté, de 0,3 million \$, et s'établissaient à 5,8 millions \$ pour le troisième trimestre 2008, comparativement à 5,5 millions \$ pour le troisième trimestre 2007.

B2B Trust

La contribution de *B2B Trust* au bénéfice net a augmenté de 14 % et s'élevait à 9,2 millions \$ pour le troisième trimestre 2008, comparativement à 8,1 millions \$ pour le troisième trimestre 2007.

Les revenus ont augmenté de 0,9 million \$, passant de 23,9 millions \$ pour le troisième trimestre 2007 à 24,7 millions \$ pour le troisième trimestre 2008. L'augmentation du revenu net d'intérêt est demeurée le principal moteur de ces revenus au cours du troisième trimestre 2008, alors qu'elle était à la fois stimulée par la croissance des volumes et amortie par les diminutions des marges d'intérêt. À cet égard, il convient de noter que *B2B Trust* a été particulièrement affectée par l'augmentation des coûts de financement des dépôts à terme des particuliers. Les pertes sur prêts ont diminué et s'établissaient à 0,2 million \$ pour le troisième trimestre 2008, comparativement à 1,2 million \$ pour le troisième trimestre 2007, principalement en raison de la vente d'un portefeuille de marges de crédit, conclue au cours du premier trimestre 2008. Les frais autres que d'intérêt sont demeurés relativement stables et s'établissaient à 10,6 millions \$ pour le troisième trimestre 2008, comparativement à 10,5 millions \$ pour le troisième trimestre 2007.

Valeurs mobilières Banque Laurentienne

La contribution de *Valeurs mobilières Banque Laurentienne* au bénéfice net a augmenté de 91 % et s'élevait à 1,1 million \$ pour le troisième trimestre 2008, comparativement à 0,6 million \$ pour le troisième trimestre 2007. Les résultats pour le troisième trimestre 2008 ont été sensiblement meilleurs en raison d'une performance exceptionnelle de la division Institutionnel - Revenu fixe. Ces résultats incluent une diminution additionnelle de 1,5 million \$ de la valeur de titres émis par des conduits couverts par l'Entente de Montréal, ce qui traduit certaines préoccupations quant au délai requis pour la mise en oeuvre de cette entente et à la détérioration des conditions de marché pour certains actifs sous-jacents.

Les frais autres que d'intérêt ont augmenté et s'établissaient à 8,3 millions \$ pour le troisième trimestre 2008, comparativement à 7,8 millions \$ pour le troisième trimestre 2007. Ce résultat est attribuable principalement à l'augmentation des coûts de la rémunération variable.

Autres

La contribution du secteur *Autres* au bénéfice net s'élevait à 1,3 million \$ pour le troisième trimestre 2008, comparativement à une contribution négative de 1,4 million \$ pour le troisième trimestre 2007.

Cette augmentation des revenus pour le troisième trimestre de 2008 est attribuable en partie à l'augmentation de l'ensemble des revenus provenant des opérations de titrisation qui atteignaient 5,6 millions \$, comparativement à (0,5) million \$ pour le troisième trimestre de 2007. Pour le troisième trimestre 2008, les résultats du secteur *Autres* incluent donc le gain sur ventes, de 8,2 millions \$ et d'autres revenus provenant des opérations de titrisation de 2,6 millions \$, comprenant les revenus de gestion et les écritures de compensation nette d'un revenu net d'intérêt de (5,2) millions \$ relié au portefeuille de prêts hypothécaires titrisés. Les résultats pour le troisième trimestre 2007 incluaient d'autres revenus de 1,2 million \$ liés aux opérations de titrisation et des écritures de compensation nette d'un revenu net d'intérêt de (1,7) million \$. Conformément au cadre de divulgation adopté par la direction de la Banque, les prêts hypothécaires résidentiels titrisés sont normalement considérés comme des actifs du secteur d'activité d'où émanent initialement ces prêts (*Particuliers et PME Québec* ou *B2B Trust*) comme s'ils n'avaient jamais été titrisés. Par conséquent, des ajustements sont comptabilisés dans le secteur *Autres* afin de décomptabiliser les prêts hypothécaires, comptabiliser les actifs reçus et les passifs assumés au moment de la vente, et ajuster le revenu net d'intérêt ainsi que d'autres compte de produits.

La diminution du revenu net d'intérêt pour le troisième trimestre 2008 par rapport au troisième trimestre 2007 est attribuable à l'augmentation du niveau de prêts titrisés, tel qu'il a été indiqué ci-dessus, et à l'augmentation des coûts de financement associés à la gestion de l'actif et du passif.

Les autres revenus ont également augmenté grâce à une solide performance du groupe Trésorerie et Marchés financiers, et incluent un gain net de 7,6 millions \$ (7,4 millions \$, net des impôts sur les bénéfices) sur la vente de titres, découlant du gain de 12,9 millions \$ sur la vente des actions de la Bourse de Montréal, contrebalancé en partie par des pertes de 5,3 millions \$ sur la vente d'autres valeurs mobilières.

La provision additionnelle de 8,0 millions \$ pour pertes sur prêts a également été comptabilisée dans le secteur *Autres*, conformément à la divulgation retenue par la direction.

INFORMATIONS ADDITIONNELLES – FINANCIAL STABILITY FORUM

Au mois d'avril 2008, le *Financial Stability Forum* (FSF), qui regroupe des représentants principaux d'instances internationales dont des banques centrales, des instances de supervision et des institutions financières internationales, a rendu publiques ses recommandations destinées à renforcer la transparence à l'égard de certaines expositions à la suite des événements qui ont affecté les marchés mondiaux. Sur le même sujet, cette section du communiqué fournit l'information pertinente à la Banque.

Structures d'accueil

La Banque utilise des conduits à vendeur multiple, qui constituent des structures d'accueil, afin de titriser des prêts hypothécaires. L'engagement de la Banque à l'égard de telles structures d'accueil est expliqué de manière détaillée à la page 41 et à la page 76 de son Rapport annuel 2007, ainsi qu'à la note 4 de ses états financiers consolidés intermédiaires non vérifiés. La Banque n'agit pas à titre d'intermédiaire pour des clients dans ce type d'activité et n'est liée par aucun engagement significatif,

tels que des facilités de liquidité et de rehaussement de crédit, à l'égard de quelque conduit de titrisation que ce soit.

Investissements dans des titres adossés à des actifs

La Banque détient des investissements dans des titres adossés à des actifs dans ses portefeuilles de placement et de négociation, tel qu'il est présenté dans le tableau ci-dessous.

au 31 juillet 2008 (à la valeur du marché, en milliers de dollars)	PCAA	Billets à terme		Total
		THC	Autres TAA ⁽¹⁾	
Titres couverts par l'Entente de Montréal	6 987	-	7 946	14 933
Autres titres	91	2 245	25 776	28 112
Total - Titres adossés à des actifs	7 078	2 245	33 722	43 045

(1) Excluant les titres hypothécaires qui sont entièrement garantis par la Société canadienne d'hypothèques et de logement en vertu de la Loi nationale sur l'habitation (LNH)

PCAA - Papier commercial adossé à des actifs
 THC - Titres hypothécaires commerciaux
 TAA - Titres adossés à des actifs

Cumulativement, les diminutions de valeur de titres émis par des conduits couverts par l'Entente de Montréal s'élèvent à 4,3 million \$, ou 22 %.

Expositions à des clients à haut risque et de catégorie « Alt-A »

La Banque n'offre aucun produit spécifique de financement à des clients à haut risque. Les prêts à haut risque sont généralement définis comme des prêts accordés à des clients dont le profil de risque de crédit est plus élevé que celui de clients préférentiels et la Banque n'accorde pas de tels prêts. La Banque offre occasionnellement des prêts de catégorie « Alt-A », généralement définis comme des prêts accordés à des clients qui ne peuvent documenter ou ne documentent que partiellement leurs revenus. Le volume de prêts de catégorie « Alt-A » accordés par la Banque s'établissait à 109 millions \$ au 31 juillet 2008. De ce montant, approximativement 60 millions \$ sont assurés par la Société canadienne d'hypothèques et de logement.

Autres

Au 31 juillet 2008, l'exposition de la Banque à des prêts à ratio prêt-valeur élevé, à des titres garantis par des créances (TGC) ou à des assureurs monogammes, était symbolique.

DONNÉES FINANCIÈRES SUPPLÉMENTAIRES - RÉSULTATS TRIMESTRIELS

en millions de dollars, sauf les montants par action (non vérifiées)	2008			2007			2006	
	T3	T2	T1	T4	T3	T2	T1	T4
Revenu total	171,1	155,5	151,1	145,6	151,0	145,7	141,6	137,1
Bénéfice découlant des activités poursuivies	30,9	25,1	19,1	25,7	23,2	20,7	20,6	18,1
Bénéfice net	30,9	25,1	19,1	30,2	23,2	20,7	20,6	22,6
Bénéfice par action ordinaire découlant des activités poursuivies								
de base	1,17	0,93	0,68	0,96	0,85	0,75	0,74	0,65
dilué	1,17	0,93	0,68	0,95	0,85	0,75	0,74	0,65
Bénéfice net par action ordinaire								
de base	1,17	0,93	0,68	1,14	0,85	0,75	0,74	0,84
dilué	1,17	0,93	0,68	1,14	0,85	0,75	0,74	0,84
Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires	13,4 %	11,2 %	8,1 %	13,8 %	10,5 %	9,7 %	9,4 %	10,8 %
Actif au bilan	19 301	18 383	18 270	17 787	18 011	17 809	17 177	17 296

NOUVELLES NORMES COMPTABLES

Le 1^{er} décembre 2006, l'Institut canadien des comptables agréés (ICCA) a publié trois nouvelles normes comptables : le chapitre 1535, Informations à fournir concernant le capital; le chapitre 3862, Instruments financiers – informations à fournir; le chapitre 3863, Instruments financiers – présentation. La Banque a commencé à appliquer ces nouvelles normes le 1^{er} novembre 2007. L'adoption de ces nouvelles normes comptables n'a eu aucune incidence sur la comptabilité ou la mesure des instruments financiers ou du capital. Les nouvelles obligations d'information ont été respectées dans la préparation des états financiers consolidés intermédiaires non vérifiés de la Banque pour le premier trimestre 2008. Des renseignements pertinents à ces obligations sont également inclus dans les états financiers consolidés annuels au 31 octobre 2007, disponibles sur le site Internet de la Banque, au www.banquelaurentienne.ca, et sur le site SEDAR, au www.sedar.com.

RÉGIE D'ENTREPRISE ET MODIFICATIONS DU CONTRÔLE INTERNE À L'ÉGARD DE L'INFORMATION FINANCIÈRE

Le conseil d'administration et le comité de vérification de la Banque Laurentienne du Canada ont examiné ce communiqué avant sa diffusion aujourd'hui. Les mécanismes et procédures de contrôle de la divulgation financière permettent au président et chef de la direction, ainsi qu'au premier vice-président exécutif et chef de la direction financière, de veiller à ce que les états financiers consolidés intermédiaires de la Banque Laurentienne du Canada soient fidèlement présentés.

Au cours du trimestre terminé le 31 juillet 2008, aucune modification des politiques, procédures et processus qui constituent les mécanismes de contrôle interne de la Banque à l'égard de l'information financière n'a eu, ou n'est raisonnablement susceptible d'avoir, une incidence importante sur le contrôle interne à l'égard de l'information.

MESURES FINANCIÈRES NON CONFORMES AUX PCGR

La Banque utilise à la fois les principes comptables généralement reconnus (PCGR) et certaines mesures financières non conformes aux PCGR afin d'évaluer la performance d'éléments tels que le rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires, la marge nette d'intérêt et les ratios d'efficacité. De plus, le revenu net excluant les éléments significatifs ont été présentés à certains endroits dans le document. Les mesures financières non conformes aux PCGR n'ont pas de définition normalisée et peuvent difficilement être comparables à des mesures semblables présentées par d'autres émetteurs. La Banque considère que ces mesures financières non conformes aux PCGR fournissent aux investisseurs et aux analystes des renseignements utiles afin de leur permettre de mieux apprécier les résultats financiers et d'effectuer une analyse plus rigoureuse du potentiel de rentabilité et de développement de la Banque.

MISE EN GARDE CONCERNANT LES ÉNONCÉS PRÉVISIONNELS

La Banque Laurentienne du Canada peut, à l'occasion, dans le présent communiqué, dans d'autres documents déposés auprès des organismes de réglementation canadiens ou dans d'autres communications, faire des énoncés prévisionnels, écrits ou oraux, au sens des lois applicables en matière de valeurs mobilières, y compris des énoncés relatifs au plan d'affaires et aux objectifs financiers de la Banque. Ces énoncés sont habituellement marqués par l'emploi du conditionnel et l'usage de mots tels que « perspectives », « croire », « estimer », « prévoir », « projeter », « escompter », « anticiper », « planifier », « pourrait », « devrait », « ferait » ou la forme négative ou des variantes de tels termes, ou une terminologie similaire.

De par leur nature, ces énoncés prévisionnels sont fondés sur des hypothèses et comportent un certain nombre de risques et d'incertitudes d'ordre général et spécifique. Il est donc possible que les prévisions, projections et autres énoncés prévisionnels ne se matérialisent pas ou se révèlent inexacts. Quoique la Banque soit d'avis que les attentes exprimées dans ces énoncés prévisionnels sont raisonnables, elle ne peut assurer que ces attentes se révèlent exactes.

La Banque déconseille aux lecteurs de se fier indûment aux énoncés prévisionnels pour prendre des décisions, étant donné que les résultats réels pourraient différer sensiblement des opinions, plans, objectifs, attentes, prévisions, estimations et intentions exprimés dans ces énoncés prévisionnels, en raison de divers facteurs significatifs. Ces facteurs comprennent, entre autres, l'activité des marchés financiers, les changements des politiques monétaire, fiscale et économique des gouvernements, les variations des taux d'intérêt, les niveaux d'inflation et les conditions économiques en général, les développements de nature législative et réglementaire, la concurrence, les cotes de crédit, la rareté des ressources humaines et l'environnement technologique. La Banque prévient que la liste de facteurs ci-dessus n'est pas exhaustive. Pour de plus amples renseignements sur les risques, incertitudes et hypothèses qui pourraient faire en sorte que les résultats réels de la Banque divergent des attentes exprimées, les personnes intéressées sont priées de consulter les documents publics déposés par la Banque et disponibles sur le site www.sedar.com.

La Banque ne s'engage pas à mettre à jour les énoncés prévisionnels, écrits ou oraux, émis par elle-même ou en son nom, sauf dans la mesure requise par la réglementation en matière de valeurs mobilières.

À PROPOS DE LA BANQUE LAURENTIENNE DU CANADA

La Banque Laurentienne du Canada est une institution bancaire dont les activités s'étendent à l'échelle du Canada. Elle offre à ses clientèles tout un éventail de services financiers diversifiés et se distingue grâce à l'excellence de son service, sa simplicité et sa proximité. La Banque dessert les particuliers et les petites et moyennes entreprises, et elle offre également ses produits à un vaste réseau de conseillers financiers indépendants par l'entremise de B2B Trust. Elle offre également des services de courtage de plein exercice par l'intermédiaire de Valeurs mobilières Banque Laurentienne.

La Banque Laurentienne du Canada est solidement implantée au Québec, où elle exploite le troisième plus important réseau de succursales bancaires. Ailleurs au Canada, la Banque détient une position de choix dans certains segments de marché spécifiques. La Banque Laurentienne du Canada gère un actif au bilan de plus de 19 milliards \$, de même que des actifs administrés de plus de 15 milliards \$. Fondée en 1846, elle compte aujourd'hui près de 3 400 employés.

CONFÉRENCE TÉLÉPHONIQUE

La Banque Laurentienne du Canada invite les représentants des médias et le public à se joindre aux analystes financiers pour la conférence téléphonique qui se tiendra le vendredi 5 septembre 2008, à compter de 14 h 00, heure avancée de l'Est. Un numéro de téléphone sans frais — 1-866-225-0198 — permet d'écouter cette conférence en direct, en mode écoute seulement.

En mode différé, l'enregistrement de cette conférence téléphonique sera disponible de 18 h 00, le vendredi 5 septembre 2008, à minuit, le vendredi 26 septembre 2008, au numéro 1-800-408-3053, code 3247668#.

Les personnes intéressées peuvent également écouter cette conférence sur le site Internet de la Banque – www.banquelaurentienne.ca – à la section Relations avec les investisseurs. Ce site fournit également de l'information financière additionnelle.

– 30 –

Chef de la direction financière

Robert Cardinal 514 284-4500 poste 7535

Relations médias
et Relations avec les investisseurs

Gladys Caron 514 284-4500 poste 7511
tél. cell. 514 893-3963

POINTS SAILLANTS FINANCIERS

EN MILLIONS DE DOLLARS, SAUF INDICATION CONTRAIRE (NON VÉRIFIÉS)	T3-08	T3-07	VARIATION	POUR LES PÉRIODES DE NEUF MOIS TERMINÉES LES		
				31 JUILLET	31 JUILLET	VARIATION
				2008	2007	
Résultats						
Bénéfice net	30,9 \$	23,2 \$	33 %	75,2 \$	64,4 \$	17 %
Bénéfice net attribuable aux actionnaires ordinaires	28,0 \$	20,2 \$	39 %	66,3 \$	55,4 \$	20 %
Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires	13,4 %	10,5 %		10,9 %	9,9 %	
Par action ordinaire						
Résultat net dilué	1,17 \$	0,85 \$	38 %	2,78 \$	2,34 \$	19 %
Dividendes déclarés	0,32 \$	0,29 \$	10 %	0,96 \$	0,87 \$	10 %
Valeur comptable				35,15 \$	32,50 \$	8 %
Cours de l'action - clôture				42,00 \$	38,00 \$	11 %
Situation financière						
Actif au bilan				19 301 \$	18 011 \$	7 %
Actif administré				15 490 \$	15 339 \$	1 %
Prêts, acceptations bancaires et valeurs acquises en vertu de conventions de revente, montant net				14 825 \$	14 111 \$	5 %
Dépôts de particuliers				12 466 \$	11 480 \$	9 %
Capitaux propres et débetures				1 211 \$	1 120 \$	8 %
Nombre d'actions ordinaires (en milliers)				23 844	23 700	1 %
Prêts douteux nets en % des prêts, acceptations bancaires et valeurs acquises en vertu de conventions de revente				(0,1) %	(0,1) %	
Actif pondéré en fonction des risques				9 505 \$	9 575 \$	(1) %
Ratio de capital						
Ratio BRI de première catégorie				10,1 %	9,7 %	
Ratio BRI total				12,1 %	11,6 %	
Ratio actif / fonds propres				16,9 x	16,3 x	
Capitaux propres tangibles attribuables aux actionnaires ordinaires sur l'actif pondéré en fonction des risques				8,1 %	7,3 %	
RATIOS FINANCIERS						
Par action ordinaire						
Ratio cours / bénéfice (quatre derniers trimestres)				10,7 x	11,9 x	
Valeur au marché / valeur comptable				119 %	117 %	
Dividende par action / valeur au marché	3,05 %	3,05 %		3,05 %	3,05 %	
Ratio du dividende versé	27,3 %	34,0 %		34,5 %	37,1 %	
En pourcentage de l'actif moyen						
Revenu net d'intérêt	2,20 %	2,39 %		2,23 %	2,33 %	
Provision pour pertes sur prêts	0,39 %	0,23 %		0,28 %	0,24 %	
Bénéfice net	0,66 %	0,54 %		0,56 %	0,51 %	
Bénéfice net attribuable aux actionnaires ordinaires	0,59 %	0,47 %		0,49 %	0,44 %	
Rentabilité						
Autres revenus (en % du revenu total)	39,6 %	32,6 %		36,8 %	33,3 %	
Ratio d'efficacité (frais autres que d'intérêt en % du revenu total)	66,4 %	71,8 %		69,7 %	73,4 %	
AUTRES RENSEIGNEMENTS						
Nombre d'employés en équivalent à temps plein				3 521	3 400	
Nombre de succursales				156	158	
Nombre de guichets automatiques				340	340	

BILAN CONSOLIDÉ

EN MILLIERS DE DOLLARS (NON VÉRIFIÉ)

NOTES

31 JUILLET
2008

31 OCTOBRE
2007

31 JUILLET
2007

ACTIF

Encaisse et dépôts non productifs d'intérêts auprès d'autres banques

Dépôts productifs d'intérêts auprès d'autres banques

Valeurs mobilières

Titres disponibles à la vente

Titres détenus à des fins de transaction

Titres désignés comme étant détenus à des fins de transaction

Valeurs acquises en vertu de conventions de revente

Prêts

Personnels

Hypothécaires résidentiels

Hypothécaires commerciaux

Commerciaux et autres

Provisions cumulatives pour pertes sur prêts

Autres

Engagements de clients en contrepartie d'acceptations

Immobilisations corporelles

Actif au titre d'instruments financiers dérivés

Actifs d'impôts futurs

Écarts d'acquisition

Autres actifs incorporels

Autres éléments d'actif

PASSIF ET CAPITAUX PROPRES

Dépôts

Particuliers

Entreprises, banques et autres

Autres

Engagements afférents à des valeurs vendues à découvert

Engagements afférents à des valeurs vendues en vertu de conventions de rachat

Acceptations

Passif au titre d'instruments financiers dérivés

Autres éléments de passif

Débetures subordonnées

Capitaux propres

Actions privilégiées

Actions ordinaires

Surplus d'apport

Bénéfices non répartis

Cumul des autres éléments du résultat étendu

	31 JUILLET 2008	31 OCTOBRE 2007	31 JUILLET 2007
Encaisse et dépôts non productifs d'intérêts auprès d'autres banques	63 756 \$	65 245 \$	69 394 \$
Dépôts productifs d'intérêts auprès d'autres banques	292 085	283 255	231 781
Valeurs mobilières			
Titres disponibles à la vente	1 111 747	917 676	1 067 569
Titres détenus à des fins de transaction	1 129 552	1 086 958	1 225 572
Titres désignés comme étant détenus à des fins de transaction	1 018 698	669 745	504 402
	3 259 997	2 674 379	2 797 543
Valeurs acquises en vertu de conventions de revente	843 068	540 304	755 846
Prêts			
Personnels	5 265 562	4 958 176	4 789 477
Hypothécaires résidentiels	6 109 648	6 232 778	6 349 418
Hypothécaires commerciaux	883 401	684 625	670 918
Commerciaux et autres	1 727 105	1 556 831	1 533 864
	13 985 716	13 432 410	13 343 677
Provisions cumulatives pour pertes sur prêts	(115 504)	(115 322)	(116 915)
	13 870 212	13 317 088	13 226 762
Autres			
Engagements de clients en contrepartie d'acceptations	111 966	111 891	128 234
Immobilisations corporelles	138 000	137 691	126 556
Actif au titre d'instruments financiers dérivés	110 370	62 745	72 705
Actifs d'impôts futurs	50 045	86 534	96 258
Écarts d'acquisition	53 790	53 790	53 790
Autres actifs incorporels	13 201	14 114	14 419
Autres éléments d'actif	494 494	439 810	437 895
	971 866	906 575	929 857
	19 300 984 \$	17 786 846 \$	18 011 183 \$
Dépôts			
Particuliers	12 465 740 \$	11 564 530 \$	11 480 114 \$
Entreprises, banques et autres	2 688 225	2 314 178	2 387 252
	15 153 965	13 878 708	13 867 366
Autres			
Engagements afférents à des valeurs vendues à découvert	933 839	868 675	934 089
Engagements afférents à des valeurs vendues en vertu de conventions de rachat	1 013 995	928 987	1 141 420
Acceptations	111 966	111 891	128 234
Passif au titre d'instruments financiers dérivés	70 981	70 851	106 730
Autres éléments de passif	805 422	773 053	712 982
	2 936 203	2 753 457	3 023 455
Débetures subordonnées	150 000	150 000	150 000
Capitaux propres			
Actions privilégiées	210 000	210 000	210 000
Actions ordinaires	257 360	256 445	253 240
Surplus d'apport	158	105	75
Bénéfices non répartis	580 703	537 254	516 996
Cumul des autres éléments du résultat étendu	12 595	877	(9 949)
	1 060 816	1 004 681	970 362
	19 300 984 \$	17 786 846 \$	18 011 183 \$

Les notes ci-jointes font partie intégrante des états financiers consolidés intermédiaires.

ÉTAT CONSOLIDÉ DES RÉSULTATS

EN MILLIERS DE DOLLARS, SAUF LES DONNÉES PAR ACTION (NON VÉRIFIÉ)	NOTES	POUR LES PÉRIODES DE TROIS MOIS TERMINÉES LES			POUR LES PÉRIODES DE NEUF MOIS TERMINÉES LES	
		31 JUILLET 2008	30 AVRIL 2008	31 JUILLET 2007	31 JUILLET 2008	31 JUILLET 2007
Revenu d'intérêt						
Prêts		204 237 \$	206 420 \$	214 778 \$	631 375 \$	615 050 \$
Valeurs mobilières		16 161	14 831	13 386	44 398	44 996
Dépôts auprès d'autres banques		6 815	6 952	3 453	21 187	8 685
Autres		13 148	4 391	-	17 539	-
		240 361	232 594	231 617	714 499	668 731
Frais d'intérêt						
Dépôts		128 264	125 249	118 675	380 233	341 570
Autres éléments de passif		6 739	6 421	9 225	26 500	28 903
Débitures subordonnées		1 945	1 903	1 950	5 796	5 788
		136 948	133 573	129 850	412 529	376 261
Revenu net d'intérêt		103 413	99 021	101 767	301 970	292 470
Autres revenus						
Frais et commissions sur prêts et dépôts		23 660	22 535	23 206	67 775	66 383
Revenus tirés des activités de courtage		8 973	6 965	7 664	23 330	25 905
Revenus de trésorerie et de marchés financiers		13 159	6 482	6 516	26 294	15 374
Revenus tirés de la vente de fonds communs de placement		3 943	3 456	3 521	10 841	9 913
Revenus d'assurance crédit		3 957	3 217	2 453	10 230	9 065
Revenus de régimes enregistrés autogérés		2 249	2 368	2 490	6 797	7 421
Revenus de titrisation	4	9 933	9 304	1 236	25 078	5 011
Autres		1 808	2 157	2 189	5 355	6 762
		67 682	56 484	49 275	175 700	145 834
Revenu total		171 095	155 505	151 042	477 670	438 304
Provision pour pertes sur prêts	3	18 500	10 000	10 000	38 000	30 000
Frais autres que d'intérêt						
Salaires et avantages sociaux		60 668	58 798	58 602	177 733	172 988
Frais d'occupation de locaux et technologie		29 937	29 154	27 758	88 321	83 082
Autres		22 942	22 898	22 013	66 897	65 583
		113 547	110 850	108 373	332 951	321 653
Bénéfice avant impôts sur les bénéfices		39 048	34 655	32 669	106 719	86 651
Impôts sur les bénéfices	8	8 111	9 506	9 491	31 521	22 264
Bénéfice net		30 937 \$	25 149 \$	23 178 \$	75 198 \$	64 387 \$
Dividendes sur actions privilégiées, y compris les impôts afférents		2 967	2 967	2 990	8 864	8 970
Bénéfice net attribuable aux actionnaires ordinaires		27 970 \$	22 182 \$	20 188 \$	66 334 \$	55 417 \$
Nombre moyen d'actions ordinaires en circulation (en milliers)						
de base		23 842	23 837	23 662	23 834	23 642
dilué		23 888	23 882	23 728	23 877	23 690
Résultat net par action ordinaire						
de base		1,17 \$	0,93 \$	0,85 \$	2,78 \$	2,34 \$
dilué		1,17 \$	0,93 \$	0,85 \$	2,78 \$	2,34 \$

Les notes ci-jointes font partie intégrante des états financiers consolidés intermédiaires.

ÉTAT CONSOLIDÉ DU RÉSULTAT ÉTENDU

EN MILLIERS DE DOLLARS (NON VÉRIFIÉ)	NOTES	POUR LES PÉRIODES DE TROIS MOIS TERMINÉES LES		POUR LES PÉRIODES DE NEUF MOIS TERMINÉES LES	
		31 JUILLET 2008	31 JUILLET 2007	31 JUILLET 2008	31 JUILLET 2007
Bénéfice net		30 937 \$	23 178 \$	75 198 \$	64 387 \$
Autres éléments du résultat étendu, net des impôts sur les bénéfices	10				
Variation nette des gains (pertes) latents sur les titres disponibles à la vente		(2 851)	(2 816)	(5 583)	16 476
Reclassement aux résultats des (gains) pertes réalisés sur les titres disponibles à la vente		(7 938)	(336)	(10 068)	(1 790)
Variation nette des gains (pertes) sur les produits dérivés désignés comme couverture de flux de trésorerie		(641)	(4 686)	27 369	(6 083)
		(11 430)	(7 838)	11 718	8 603
Résultat étendu		19 507 \$	15 340 \$	86 916 \$	72 990 \$

Les notes ci-jointes font partie intégrante des états financiers consolidés intermédiaires.

ÉTAT CONSOLIDÉ DE LA VARIATION DES CAPITAUX PROPRES

EN MILLIERS DE DOLLARS (NON VÉRIFIÉ)	NOTES	POUR LES PÉRIODES DE NEUF MOIS TERMINÉES LES	
		31 JUILLET 2008	31 JUILLET 2007
Actions privilégiées			
Solde au début et à la fin de la période		210 000 \$	210 000 \$
Actions ordinaires	5		
Solde au début de la période		256 445	251 158
Émissions au cours de la période en vertu du régime d'options d'achat d'actions	6	915	2 082
Solde à la fin de la période		257 360	253 240
Surplus d'apport			
Solde au début de la période		105	518
Attribution d'actions en vertu de l'entente visant l'octroi d'actions lié à la performance	6	-	(590)
Rémunération à base d'actions	6	53	147
Solde à la fin de la période		158	75
Bénéfices non répartis			
Solde au début de la période		537 254	482 149
Bénéfice net		75 198	64 387
Dividendes			
Actions privilégiées, y compris les impôts afférents		(8 864)	(8 970)
Actions ordinaires		(22 885)	(20 570)
Solde à la fin de la période		580 703	516 996
Actions de trésorerie			
Solde au début de la période		-	(590)
Attribution d'actions	6	-	590
Solde à la fin de la période		-	-
Cumul des autres éléments du résultat étendu	10		
Solde au début de la période		877	-
Effet de l'adoption de la nouvelle convention comptable sur les instruments financiers, net des impôts sur les bénéfices		-	(18 552)
Autres éléments du résultat étendu, net des impôts sur les bénéfices		11 718	8 603
Solde à la fin de la période		12 595	(9 949)
Capitaux propres		1 060 816 \$	970 362 \$

Les notes ci-jointes font partie intégrante des états financiers consolidés intermédiaires.

ÉTAT CONSOLIDÉ DES FLUX DE TRÉSORERIE

EN MILLIERS DE DOLLARS (NON VÉRIFIÉ)	NOTES	POUR LES PÉRIODES DE TROIS MOIS TERMINÉES LES			POUR LES PÉRIODES DE NEUF MOIS TERMINÉES LES	
		31 JUILLET 2008	30 AVRIL 2008	31 JUILLET 2007	31 JUILLET 2008	31 JUILLET 2007
Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation						
Bénéfice net		30 937 \$	25 149 \$	23 178 \$	75 198 \$	64 387 \$
Ajustements en vue de déterminer les flux de trésorerie nets liés aux activités d'exploitation :						
Provision pour pertes sur prêts		18 500	10 000	10 000	38 000	30 000
Gains sur les activités de titrisation	4	(8 208)	(9 163)	(1 055)	(23 393)	(3 680)
Perte nette (gain net) sur disposition de valeurs mobilières détenues à des fins autres que de transaction		(11 637)	(1 016)	(711)	(15 340)	2 371
Impôts futurs		6 505	8 169	8 943	26 655	18 983
Amortissements		7 708	7 667	7 187	23 048	21 180
Variation nette des valeurs mobilières détenues à des fins de transaction		1 597	155 250	(100 836)	(42 594)	99 599
Variation des intérêts courus à recevoir		8 592	(9 093)	11 914	1 830	15 132
Variation de l'actif au titre d'instruments financiers dérivés		14 987	(28 916)	(18 981)	(47 625)	24 275
Variation des intérêts courus à payer		(8 783)	(6 886)	(21 213)	(14 289)	(26 171)
Variation du passif au titre d'instruments financiers dérivés		(10 886)	14 372	39 159	130	24 923
Autres, net		5 574	35 415	40 750	45 035	(36 714)
		54 886	200 948	(1 665)	66 655	234 285
Flux de trésorerie liés aux activités de financement						
Variation nette des dépôts		712 043	236 682	371 471	1 275 257	772 865
Variation des engagements afférents à des valeurs vendues à découvert		(11 916)	(300 933)	26 091	65 164	(142 920)
Variation des engagements afférents à des valeurs vendues en vertu de conventions de rachat		126 272	178 956	(165 752)	85 008	41 035
Emissions d'actions ordinaires		82	312	1 573	915	2 082
Dividendes, y compris les impôts afférents		(10 599)	(10 595)	(9 856)	(31 750)	(29 540)
		815 882	104 422	223 527	1 394 594	643 522
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement						
Variation des valeurs mobilières disponibles à la vente et désignées comme étant détenues à des fins de transaction						
Acquisitions		(1 113 345)	(424 575)	(2 015 904)	(2 326 740)	(6 454 221)
Produit à la vente et à l'échéance		1 058 878	173 038	2 221 718	1 789 738	6 798 377
Variation des prêts		(722 644)	(509 506)	(963 207)	(1 690 453)	(1 590 911)
Variation des valeurs acquises en vertu de conventions de revente		(363 748)	(36 942)	255 362	(302 764)	46 700
Produit de la titrisation de prêts hypothécaires		262 707	405 200	310 904	1 068 956	488 761
Acquisitions d'immobilisations corporelles		(8 725)	(7 586)	(14 257)	(22 380)	(36 192)
Produit de la vente d'immobilisations corporelles		-	19	1	103	1 225
Variation nette des dépôts productifs d'intérêts auprès d'autres banques		14 567	100 919	(13 596)	(8 830)	(133 059)
Flux de trésorerie nets découlant de la cession d'un portefeuille de prêts	2	-	-	-	29 632	-
		(872 310)	(299 433)	(218 979)	(1 462 738)	(879 320)
Variation nette de l'encaisse et dépôts non productifs d'intérêts auprès d'autres banques au cours de la période		(1 542)	5 937	2 883	(1 489)	(1 513)
Encaisse et dépôts non productifs d'intérêts auprès d'autres banques en début de période		65 298	59 361	66 511	65 245	70 907
Encaisse et dépôts non productifs d'intérêts auprès d'autres banques en fin de période		63 756 \$	65 298 \$	69 394 \$	63 756 \$	69 394 \$
Informations supplémentaires relatives aux flux de trésorerie :						
Intérêts versés au cours de la période		140 480 \$	141 444 \$	150 074 \$	428 133 \$	409 387 \$
Impôts sur les bénéfices payés au cours de la période		(4 568) \$	5 089 \$	5 895 \$	(3 470) \$	15 085 \$

Les notes ci-jointes font partie intégrante des états financiers consolidés intermédiaires.

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

(NON VÉRIFIÉES)

1. CONVENTIONS COMPTABLES

Les états financiers consolidés intermédiaires non vérifiés de la Banque Laurentienne ont été préparés par la direction qui est responsable de l'intégrité et de la fidélité de l'information financière présentée. Ces états financiers consolidés intermédiaires ont été dressés selon les principes comptables généralement reconnus (PCGR) du Canada pour les états financiers intermédiaires. Les principales conventions comptables suivies dans l'établissement de ces états financiers consolidés intermédiaires, à l'exception des modifications comptables décrites ci-dessous, sont identiques à celles utilisées aux états financiers consolidés annuels vérifiés de la Banque au 31 octobre 2007. Ces conventions comptables sont conformes aux PCGR. Par contre, ces états financiers consolidés intermédiaires ne reflètent pas toutes les informations et les divulgations requises par les PCGR pour des états financiers complets. Par conséquent, ces états financiers consolidés intermédiaires devraient être lus conjointement avec les états financiers consolidés annuels vérifiés au 31 octobre 2007. Les états financiers consolidés intermédiaires contiennent certains éléments qui sont établis selon les meilleures estimations et au meilleur du jugement de la direction. Les résultats réels pourraient différer de ces estimations. Certains chiffres comparatifs ont été retraités en fonction de la présentation adoptée pour la période courante.

Modifications de conventions comptables

Informations à fournir concernant le capital et Information à fournir et présentation concernant les instruments financiers

Le 1^{er} décembre 2006, l'ICCA a publié trois nouvelles normes comptables : le chapitre 1535, Informations à fournir concernant le capital, le chapitre 3862, Instruments financiers – informations à fournir, et le chapitre 3863, Instruments financiers – présentation. La Banque a adopté ces normes sur la divulgation le 1^{er} novembre 2007. L'adoption de ces nouvelles normes comptables n'a pas eu d'incidence sur la comptabilisation ou l'évaluation des instruments financiers ou du capital.

Le chapitre 1535 détaille les informations à fournir relativement (i) aux objectifs, politiques et procédures de gestion du capital, (ii) à certaines données quantitatives sur les éléments inclus dans la gestion du capital, (iii) et à la conformité aux exigences réglementaires relatives au capital et les conséquences de défaut à ces exigences. La note 5 de ces états financiers consolidés intermédiaires inclut l'information relative à cette nouvelle norme.

Les chapitres 3862 et 3863 détaillent l'ensemble des obligations d'information et des règles de présentation applicables aux instruments financiers, remplaçant le chapitre 3861, *Instruments financiers – informations à fournir et présentation*. Ces nouvelles normes exigent la divulgation d'informations additionnelles sur la nature et l'étendue des risques découlant des instruments financiers auxquels la Banque est exposée et la façon dont elle gère ces risques. Ces états financiers consolidés intermédiaires, dont notamment la note 11, incluent les informations relatives à ces nouvelles normes. De plus, certaines informations pertinentes à ces nouvelles exigences sont incluses aux états financiers consolidés annuels au 31 octobre 2007.

2. CÉSSIONS

Cession d'un portefeuille de marges de crédit personnelles

Au cours du premier trimestre de 2008, la Banque a vendu un portefeuille de marges de crédit personnelles de 30 058 000\$, générant une perte de 426 000\$ qui a été comptabilisée sous la rubrique « autres revenus ». La Banque n'a pas conservé de droits et obligations relativement à ces prêts.

3. PRÊTS

Prêts et prêts douteux

AU 31 JUILLET 2008

EN MILLIERS DE DOLLARS	MONTANT BRUT				
	MONTANT BRUT DES PRÊTS	DES PRÊTS DOUTEUX	PROVISIONS SPÉCIFIQUES	PROVISIONS GÉNÉRALES	TOTAL DES PROVISIONS
Prêts personnels	5 265 562 \$	18 973 \$	6 431 \$	32 289 \$	38 720 \$
Prêts hypothécaires résidentiels	6 109 648	21 033	1 625	4 433	6 058
Prêts hypothécaires commerciaux	883 401	4 029	1 657	4 716	6 373
Prêts commerciaux et autres	1 727 105	58 639	32 541	31 812	64 353
	13 985 716 \$	102 674 \$	42 254 \$	73 250 \$	115 504 \$

AU 31 OCTOBRE 2007

EN MILLIERS DE DOLLARS	MONTANT BRUT				
	MONTANT BRUT DES PRÊTS	DES PRÊTS DOUTEUX	PROVISIONS SPÉCIFIQUES	PROVISIONS GÉNÉRALES	TOTAL DES PROVISIONS
Prêts personnels	4 958 176 \$	16 237 \$	6 039 \$	28 446 \$	34 485 \$
Prêts hypothécaires résidentiels	6 232 778	20 395	1 419	5 144	6 563
Prêts hypothécaires commerciaux	684 625	4 342	1 532	4 144	5 676
Prêts commerciaux et autres	1 556 831	62 964	41 082	27 516	68 598
	13 432 410 \$	103 938 \$	50 072 \$	65 250 \$	115 322 \$

AU 31 JUILLET 2007

EN MILLIERS DE DOLLARS	MONTANT BRUT				
	MONTANT BRUT DES PRÊTS	DES PRÊTS DOUTEUX	PROVISIONS SPÉCIFIQUES	PROVISIONS GÉNÉRALES	TOTAL DES PROVISIONS
Prêts personnels	4 789 477 \$	18 627 \$	7 167 \$	26 663 \$	33 830 \$
Prêts hypothécaires résidentiels	6 349 418	20 288	1 850	4 404	6 254
Prêts hypothécaires commerciaux	670 918	4 855	1 563	3 811	5 374
Prêts commerciaux et autres	1 533 864	65 516	41 085	30 372	71 457
	13 343 677 \$	109 286 \$	51 665 \$	65 250 \$	116 915 \$

Provisions spécifiques pour pertes sur prêts

POUR LES PÉRIODES DE NEUF MOIS TERMINÉES LES 31 JUILLET

2008 2007

EN MILLIERS DE DOLLARS	PRÊTS				TOTAL DES PROVISIONS SPÉCIFIQUES	TOTAL DES PROVISIONS SPÉCIFIQUES
	PRÊTS PERSONNELS	PRÊTS HYPOTHÉCAIRES RÉSIDENTIELS	PRÊTS HYPOTHÉCAIRES COMMERCIAUX	PRÊTS COMMERCIAUX ET AUTRES		
Solde en début de période	6 039 \$	1 419 \$	1 532 \$	41 082 \$	50 072 \$	59 903 \$
Provision pour pertes sur prêts imputée à l'état consolidé des résultats	21 464	619	284	7 633	30 000	30 000
Radiations	(24 749)	(458)	(159)	(16 576)	(41 942)	(41 813)
Recouvrements	3 677	45	-	402	4 124	3 575
Solde en fin de période	6 431 \$	1 625 \$	1 657 \$	32 541 \$	42 254 \$	51 665 \$

Provisions générales pour pertes sur prêts

POUR LES PÉRIODES DE NEUF MOIS TERMINÉES LES 31 JUILLET

2008 2007

EN MILLIERS DE DOLLARS	PRÊTS				TOTAL DES PROVISIONS GÉNÉRALES	TOTAL DES PROVISIONS GÉNÉRALES
	PRÊTS PERSONNELS	PRÊTS HYPOTHÉCAIRES RÉSIDENTIELS	PRÊTS HYPOTHÉCAIRES COMMERCIAUX	PRÊTS COMMERCIAUX ET AUTRES		
Solde en début de période	28 446 \$	5 144 \$	4 144 \$	27 516 \$	65 250 \$	65 250 \$
Provision pour pertes sur prêts imputée à l'état consolidé des résultats	3 843	(711)	572	4 296	8 000	-
Solde en fin de période	32 289 \$	4 433 \$	4 716 \$	31 812 \$	73 250 \$	65 250 \$

3. PRÊTS (SUITE)

Prêts en souffrance mais non douteux

Les prêts personnels et hypothécaires résidentiels en souffrance du tableau ci-dessous ne sont pas classés comme douteux puisqu'ils sont en souffrance depuis moins de 90 jours ou ils sont garantis de façon à ce qu'il soit raisonnable de s'attendre à un plein recouvrement. Le solde des prêts commerciaux en souffrance mais non douteux n'est pas significatif.

AU 31 JUILLET 2008			
EN MILLIERS DE DOLLARS	DE 32 JOURS À 90 JOURS	PLUS DE 90 JOURS	TOTAL
Prêts personnels	19 471 \$	5 883 \$	25 354 \$
Prêts hypothécaires résidentiels	29 578	10 868	40 446
	49 049 \$	16 751 \$	65 800 \$

4. TITRISATION DE PRÊTS

La Banque titrise des prêts hypothécaires résidentiels assurés par la Société canadienne d'hypothèque et de logement, de même que des prêts hypothécaires conventionnels. Les gains avant impôts, nets des frais liés à la transaction, sont constatés au poste revenus de titrisation.

Le tableau suivant résume les opérations de titrisation de prêts hypothécaires résidentiels réalisées par la Banque :

EN MILLIERS DE DOLLARS	POUR LES PÉRIODES DE TROIS MOIS TERMINÉES LES			POUR LES PÉRIODES DE NEUF MOIS TERMINÉES LES	
	31 JUILLET 2008	30 AVRIL 2008	31 JUILLET 2007	31 JUILLET 2008	31 JUILLET 2007
Produit en espèces, net des frais liés aux transactions	262 707 \$	405 200 \$	310 904 \$	1 068 956 \$	447 681 \$
Droits relatifs aux intérêts excédentaires futurs	14 353	21 516	8 504	48 978	13 234
Passif de gestion	(2 225)	(3 284)	(2 123)	(8 875)	(3 214)
Compte de réserve	-	-	7 419	-	8 495
Autres	(3 039)	(8 023)	(4 514)	(16 395)	(5 671)
	271 796	415 409	320 190	1 092 664	460 525
Prêts hypothécaires résidentiels titrisés et vendus	263 588	406 246	319 135	1 069 271	457 269
Gains avant impôts, nets des frais liés aux transactions	8 208 \$	9 163 \$	1 055 \$	23 393 \$	3 256 \$

Relativement aux cessions de prêts hypothécaires résidentiels, les hypothèses clés utilisées pour déterminer la valeur initiale des droits conservés à la date de vente pour les opérations effectuées au cours du trimestre se détaillent comme suit :

Taux de remboursement anticipé	26,7 %
Taux d'actualisation	4,0 %

Aucune perte n'est prévue sur les prêts hypothécaires résidentiels assurés.

Au 31 juillet 2008, la Banque détenait des droits relatifs à des intérêts excédentaires futurs s'élevant à 66 612 000 \$ (desquels 58 108 000 \$ étaient liés à des hypothèques assurées) et des comptes de réserve au comptant de 17 124 000 \$.

L'encours total des prêts hypothécaires résidentiels titrisés s'élève à 2 306 163 000 \$ au 31 juillet 2008 (1 561 901 000 \$ au 31 octobre 2007).

Afin de limiter le risque de taux d'intérêt d'un portefeuille de prêts hypothécaires commerciaux destinés à être cédé dans le cadre d'une transaction de titrisation, la Banque a procédé à certaines transactions de couverture. Compte tenu que les activités de titrisation ont été perturbées par des conditions de marché défavorables et que les transactions de couverture ne rencontraient pas les exigences des PCGR permettant d'utiliser la comptabilité de couverture, les variations de valeur associées aux éléments de couverture ont résulté en une perte de 1 971 000 \$ durant le premier trimestre de 2008, laquelle a été comptabilisée dans les autres revenus, sous la rubrique revenus de titrisation.

Au cours du trimestre terminé le 30 avril 2008, la Banque a revu à la baisse de 1 200 000 \$ la valeur de certains swaps de taux d'intérêts ayant été contractés dans le cadre de cessions de prêts hypothécaires résidentiels, à la suite de la crise des liquidités et du crédit affectant le papier commercial adossé à des actifs. Cet ajustement a été imputé à l'encontre des revenus de titrisation.

5. CAPITAL-ACTIONS

Émissions d'actions ordinaires

Au cours du trimestre, 4 205 actions ordinaires (33 237 actions ordinaires au cours de la période de neuf mois se terminant le 31 juillet 2008) ont été émises dans le cadre du régime d'option d'achat d'actions destiné aux dirigeants de la Banque, pour une contrepartie au comptant de 82 000 \$ (915 000 \$ au cours de la période de neuf mois se terminant le 31 juillet 2008).

ÉMIS ET EN CIRCULATION	AU 31 JUILLET 2008		AU 31 OCTOBRE 2007	
	NOMBRE D' ACTIONS	MONTANT	NOMBRE D' ACTIONS	MONTANT
EN MILLIERS DE DOLLARS, SAUF LE NOMBRE D' ACTIONS				
Actions privilégiées de catégorie A ⁽¹⁾				
Série 9	4 000 000	100 000 \$	4 000 000	100 000 \$
Série 10	4 400 000	110 000	4 400 000	110 000
Total des actions privilégiées	8 400 000	210 000 \$	8 400 000	210 000 \$
Actions ordinaires	23 844 050	257 360 \$	23 810 813	256 445 \$

(1) Les actions privilégiées sont convertibles en actions ordinaires au gré de la Banque. Cependant, le nombre d'actions convertibles pouvant être émises ne peut être déterminé avant la date de la conversion.

Gestion du capital

Capital attribuable aux actionnaires ordinaires

Le capital attribuable aux actionnaires ordinaires se compose des actions ordinaires, des bénéfices non répartis, du surplus d'apport et du cumul des autres éléments du résultat étendu. La gestion du capital contribue à la rentabilité de la Banque puisque celui-ci est alloué aux secteurs d'activités en fonction d'objectifs et de critères de rentabilité. La Banque vise à conserver un niveau de capital qui puisse soutenir ses activités tout en générant pour ses actionnaires un rendement, compte tenu des normes de l'industrie et de son profil de risque.

Capital réglementaire

Le capital réglementaire de la Banque se compose principalement du capital attribuable aux actionnaires ordinaires, des actions privilégiées et des débetures subordonnées. Le capital réglementaire est un facteur permettant à la direction d'évaluer le niveau de sécurité et de solidité de la Banque par rapport à l'ensemble des risques liés à ses activités. La Banque a pour politique de maintenir ses ratios de capital réglementaire conformes aux règles définies par le Bureau du surintendant des institutions financières du Canada (BSIF). Les lignes directrices réglementaires émises par le BSIF exigent que les banques maintiennent un ratio de capital de première catégorie d'au moins 7% et un ratio de capital total d'au moins 10%. Depuis le 1^{er} novembre 2007, la Banque évalue maintenant son capital réglementaire en se basant sur le cadre normatif sur les fonds propres à risque élaboré par la Banque des règlements internationaux (BRI) (Bâle II). La Banque a opté pour l'utilisation de la méthode standard pour le risque de crédit et la méthode de l'indicateur de base pour le risque opérationnel. Depuis le 1^{er} novembre 2007, la Banque s'est conformée à ces exigences.

Un plan de capital préparé annuellement précise les ratios de capital visés en tenant compte des niveaux prévus de l'actif pondéré par le risque et des initiatives prévues en matière de gestion du capital. Les ratios de capital réglementaire sont présentés à la direction mensuellement. Des rapports de suivi des ratios de capital réglementaire sont également présentés trimestriellement au comité de gestion des risques du conseil d'administration.

Capital réglementaire⁽¹⁾

EN MILLIERS DE DOLLARS	AU 31 JUILLET	AU 31 OCTOBRE	AU 31 JUILLET
	2008	2007	2007
Fonds propres de catégorie 1			
Actions ordinaires	257 360 \$	256 445 \$	253 240 \$
Surplus d'apport	158	105	75
Bénéfices non répartis	580 703	537 254	516 996
Actions privilégiées non cumulatives	210 000	210 000	210 000
Moins : écarts d'acquisition, titrisation et autres	(91 498)	(53 790)	(53 790)
Total – fonds propres de catégorie 1	956 723	950 014	926 521
Fonds propres de catégorie 2			
Débetures subordonnées	150 000	150 000	150 000
Provisions générales	73 250	65 250	65 250
Moins : titrisation et autres	(31 447)	(33 827)	(31 895)
Total – fonds propres de catégorie 2	191 803	181 423	183 355
Total – fonds propres	1 148 526 \$	1 131 437 \$	1 109 876 \$

(1) Le capital réglementaire, calculé à compter du 1^{er} novembre 2007, est maintenant basé sur les normes de fonds propres en vertu de Bâle II. Les données comparatives des années antérieures étaient basées sur le cadre normatif précédent en vertu de Bâle I.

6. PROGRAMME DE RÉMUNÉRATION À BASE D'ACTIONS

Régime d'options d'achat d'actions

Au cours des neuf premiers mois de 2008, il n'y a pas eu de nouvel octroi. L'information relative au nombre d'options en cours s'établit comme suit :

	AU 31 JUILLET 2008	AU 31 OCTOBRE 2007
	NOMBRE	NOMBRE
Options d'achat d'actions		
En cours à la fin de la période	130 990	170 027
Pouvant être levées à la fin de la période	93 490	120 027

Programme d'unités d'actions restreintes

En vertu du programme d'unités d'actions restreintes, la prime annuelle de certains employés d'un montant de 1 486 000 \$ a été convertie en 45 786 unités d'actions restreintes entièrement acquises au cours du premier trimestre de l'exercice 2008. La Banque a également contribué pour 27 472 unités d'actions restreintes additionnelles, lesquelles seront acquises en décembre 2010.

Programme d'unités d'actions de performance

Au cours du premier trimestre de 2008, en vertu du programme d'unité d'actions de performance, la Banque a octroyé 35 816 unités d'actions de performance d'une valeur de 40,07\$ chacune. Les droits sur 37,5% de ces unités seront acquis après 3 ans. Les droits sur les unités restantes seront acquis après 3 ans, en fonction de l'atteinte d'objectifs financiers.

Régime de droits à la plus-value des actions

Au cours du troisième trimestre de 2008, en vertu du régime de droits à la plus-value des actions, la Banque a octroyé 135 600 droits ayant un prix d'exercice de 41,02 \$. Il n'y a pas eu d'octroi de droits au cours des six premiers mois de 2008.

Octroi d'actions lié à la performance

Conformément à l'entente de 2005 visant l'octroi d'actions lié à la performance, les droits concernant les 20 000 actions ordinaires ayant été octroyées ont été acquis en janvier 2007, les objectifs ayant été atteints. En conséquence, les actions ont été émises à l'employé.

Charge liée aux régimes de rémunération à base d'actions

Le tableau suivant présente la charge liée à l'ensemble des programmes de rémunération à base d'action, net de l'effet des transactions de couverture.

EN MILLIERS DE DOLLARS	POUR LES PÉRIODES DE TROIS MOIS TERMINÉES LES			POUR LES PÉRIODES DE NEUF MOIS TERMINÉES LES	
	31 JUILLET 2008	30 AVRIL 2008	31 JUILLET 2007	31 JUILLET 2008	31 JUILLET 2007
Charge (recouvrement) liée aux régimes de rémunération à base d'actions	595 \$	4 319 \$	4 158 \$	801 \$	6 398 \$
Effet de la couverture	121	(4 386)	(3 199)	1 374	(2 947)
Total	716 \$	(67) \$	959 \$	2 175 \$	3 451 \$

7. AVANTAGES SOCIAUX FUTURS

EN MILLIERS DE DOLLARS	POUR LES PÉRIODES DE TROIS MOIS TERMINÉES LES			POUR LES PÉRIODES DE NEUF MOIS TERMINÉES LES	
	31 JUILLET 2008	30 AVRIL 2008	31 JUILLET 2007	31 JUILLET 2008	31 JUILLET 2007
Charge liée aux régimes de retraite à prestations déterminées	2 659 \$	2 583 \$	4 158 \$	7 882 \$	12 517 \$
Charge du volet à cotisations déterminées	1 000	929	771	2 745	2 201
Charge liée aux autres régimes	830	812	807	2 472	2 394
Total	4 489 \$	4 324 \$	5 736 \$	13 099 \$	17 112 \$

8. IMPÔTS SUR LES BÉNÉFICES

Pour le trimestre terminé le 31 juillet 2008, les impôts sur les bénéfices étaient de 8 111 000 \$ et le taux d'imposition effectif était de 20,8 %. Ce taux d'imposition inférieur, comparativement au taux prévu par la loi de 31,6 %, reflète principalement l'imposition réduite du gain sur disposition des actions de la Bourse de Montréal, de même que l'effet favorable de la détention d'investissements en valeurs mobilières canadiennes qui génèrent des revenus non imposables et l'effet de ne pas comptabiliser l'impôt sur les bénéfices tirés des opérations étrangères d'assurance crédit.

Pour le trimestre terminé le 30 avril 2008, les impôts sur les bénéfices étaient de 9 506 000 \$ et le taux d'imposition effectif était de 27,4 %. Ce taux d'imposition inférieur, comparativement au taux prévu par la loi de 31,6 %, reflète principalement l'effet favorable de la détention d'investissements en valeurs mobilières canadiennes qui génèrent des revenus non imposables, ainsi que l'effet de ne pas comptabiliser l'impôt sur les bénéfices tirés des opérations étrangères d'assurance crédit.

Pour le trimestre terminé le 31 juillet 2007, les impôts sur les bénéfices s'élevaient à 9 491 000 \$ et le taux d'imposition effectif était de 29,1 %. Ce taux d'imposition inférieur, comparativement au taux prévu par la loi de 33,0 %, résulte des investissements en valeurs mobilières canadiennes qui génèrent des revenus de dividendes non imposables, ainsi que de la faible imposition des bénéfices tirés des opérations d'assurance crédit.

Pour la période de neuf mois terminée le 31 juillet 2008, les impôts sur les bénéfices s'élevaient à 31 521 000 \$, et le taux d'imposition effectif était de 29,5 %. Ce taux d'imposition inférieur pour cette période de neuf mois, comparativement au taux prévu par la loi de 31,6 % résulte des éléments noté ci-dessus, partiellement contrebalancé par la baisse de valeur des actifs d'impôts futurs de la Banque de 5 657 000 \$ liée aux nouvelles réductions de taux d'impôt fédéral, comptabilisée au cours du premier trimestre.

Pour la période de neuf mois terminée le 31 juillet 2007, les impôts sur les bénéfices s'élevaient à 22 264 000 \$, et le taux d'imposition effectif était de 25,7 %. Ce taux d'imposition inférieur pour cette période de neuf mois, comparativement au taux prévu par la loi de 33,0 % résulte des éléments noté ci-dessus au cours du troisième trimestre, de même qu'aux éléments suivants : au cours du premier trimestre – un ajustement favorable de 900 000 \$ afin de refléter l'augmentation de la valeur de l'actif d'impôt futur à la suite de l'adoption, en décembre 2006, des mesures fiscales fédérales visant à hausser le seuil d'assujettissement de l'impôt minimum des institutions financières à 1 milliard \$; et des ajustements favorables de 1 558 000 \$ au cours du deuxième trimestre.

9. NOMBRE MOYEN PONDÉRÉ DILUÉ D' ACTIONS ORDINAIRES EN CIRCULATION

	POUR LES PÉRIODES DE TROIS MOIS TERMINÉES LES			POUR LES PÉRIODES DE NEUF MOIS TERMINÉES LES	
	31 JUILLET 2008	30 AVRIL 2008	31 JUILLET 2007	31 JUILLET 2008	31 JUILLET 2007
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation	23 841 767	23 836 734	23 661 820	23 834 150	23 642 412
Options d'achat d'actions dilutives	46 261	45 108	66 522	43 106	47 466
Nombre moyen pondéré dilué d'actions ordinaires en circulation	23 888 028	23 881 842	23 728 342	23 877 256	23 689 878
Nombre moyen d'options d'achat d'actions n'ayant pas été considéré aux fins du calcul du résultat par action ordinaire dilué ⁽¹⁾	-	-	-	-	30 150

(1) Ce nombre moyen d'options d'achat d'actions n'a pas été considéré aux fins du calcul du résultat par action ordinaire dilué puisque le prix moyen d'exercice de ces options était supérieur au cours moyen des actions de la Banque au cours de ces périodes.

10. INFORMATION ADDITIONNELLE SUR LES AUTRES ÉLÉMENTS DU RÉSULTAT ÉTENDU

Autres éléments du résultat étendu

EN MILLIERS DE DOLLARS	POUR LA PÉRIODE DE TROIS MOIS TERMINÉE LE			POUR LA PÉRIODE DE TROIS MOIS TERMINÉE LE		
	31 JUILLET			31 JUILLET		
	2008			2007		
	AVANT IMPÔTS SUR LES BÉNÉFICES	IMPÔTS SUR LES BÉNÉFICES	NETS DES IMPÔTS SUR LES BÉNÉFICES	AVANT IMPÔTS SUR LES BÉNÉFICES	IMPÔTS SUR LES BÉNÉFICES	NETS DES IMPÔTS SUR LES BÉNÉFICES
Gains et (pertes) latents sur les titres disponibles à la vente						
Gains et (pertes) latents provenant de la période	(4 202) \$	1 351 \$	(2 851) \$	(4 134) \$	1 318 \$	(2 816) \$
Moins : reclassement aux résultats de (gains) et pertes réalisés au cours de la période	(8 325)	387	(7 938)	(498)	162	(336)
Gains et (pertes) latents sur les titres disponibles à la vente	(12 527)	1 738	(10 789)	(4 632)	1 480	(3 152)
Gains et (pertes) sur les produits dérivés désignés comme couverture de flux de trésorerie	(894)	253	(641)	(7 094)	2 408	(4 686)
Autres éléments du résultat étendu	(13 421) \$	1 991 \$	(11 430) \$	(11 726) \$	3 888 \$	(7 838) \$

EN MILLIERS DE DOLLARS	POUR LA PÉRIODE DE NEUF MOIS TERMINÉE LE			POUR LA PÉRIODE DE NEUF MOIS TERMINÉE LE		
	31 JUILLET			31 JUILLET		
	2008			2007		
	AVANT IMPÔTS SUR LES BÉNÉFICES	IMPÔTS SUR LES BÉNÉFICES	NETS DES IMPÔTS SUR LES BÉNÉFICES	AVANT IMPÔTS SUR LES BÉNÉFICES	IMPÔTS SUR LES BÉNÉFICES	NETS DES IMPÔTS SUR LES BÉNÉFICES
Gains et (pertes) latents sur les titres disponibles à la vente						
Gains et (pertes) latents provenant de la période	(8 117) \$	2 534 \$	(5 583) \$	19 200 \$	(2 724) \$	16 476 \$
Moins : reclassement aux résultats de (gains) et pertes réalisés au cours de la période	(10 850)	782	(10 068)	(1 561)	(229)	(1 790)
Gains et (pertes) latents sur les titres disponibles à la vente	(18 967)	3 316	(15 651)	17 639	(2 953)	14 686
Gains et (pertes) sur les produits dérivés désignés comme couverture de flux de trésorerie	40 518	(13 149)	27 369	(9 232)	3 149	(6 083)
Autres éléments du résultat étendu	21 551 \$	(9 833) \$	11 718 \$	8 407 \$	196 \$	8 603 \$

Cumul des autres éléments du résultat étendu (net des impôts sur les bénéfices)

EN MILLIERS DE DOLLARS	COUVERTURE DE FLUX DE TRÉSORERIE	TITRES DISPONIBLES À LA VENTE	CUMUL DES ÉLÉMENTS DU RÉSULTAT ÉTENDU
	Solde au 31 octobre 2007	(10 255) \$	11 132 \$
Variation au cours de la période de trois mois terminée le 31 janvier 2008	22 732	(3 931)	18 801
Variation au cours de la période de trois mois terminée le 30 avril 2008	5 278	(931)	4 347
Variation au cours de la période de trois mois terminée le 31 juillet 2008	(641)	(10 789)	(11 430)
Solde au 31 juillet 2008	17 114 \$	(4 519) \$	12 595 \$

EN MILLIERS DE DOLLARS	COUVERTURE DE FLUX DE TRÉSORERIE	TITRES DISPONIBLES À LA VENTE	CUMUL DES ÉLÉMENTS DU RÉSULTAT ÉTENDU
	Solde au 31 octobre 2006	- \$	- \$
Effet de l'adoption de la nouvelle convention comptable	(15 932)	(2 620)	(18 552)
Variation au cours de la période de trois mois terminée le 31 janvier 2007	(358)	(180)	(538)
Variation au cours de la période de trois mois terminée le 30 avril 2007	(1 039)	18 018	16 979
Variation au cours de la période de trois mois terminée le 31 juillet 2007	(4 686)	(3 152)	(7 838)
Solde au 31 juillet 2007	(22 015)	12 066	(9 949)
Variation au cours de la période de trois mois terminée le 31 octobre 2007	11 760	(934)	10 826
Solde au 31 octobre 2007	(10 255) \$	11 132 \$	877 \$

11. INFORMATION ADDITIONNELLE SUR LES INSTRUMENTS FINANCIERS ET LES RELATIONS DE COUVERTURES

Gestion des risques liés aux instruments financiers

La Banque est exposée à différents types de risques de par la nature des activités commerciales qu'elle poursuit, dont ceux liés à l'utilisation d'instruments financiers. Afin de gérer les risques associés à l'utilisation d'instruments financiers, incluant les portefeuilles de prêts et de dépôts, les valeurs mobilières et les instruments financiers dérivés, des contrôles ont été mis en place, notamment des politiques de gestion des risques et diverses limites de risque. Ces mesures visent à optimiser le ratio rendement / risque dans toutes les sphères d'activité. Une structure de régie d'entreprise est aussi établie afin de s'assurer que la tolérance globale au risque est en accord avec les stratégies et objectifs de la Banque. Les principaux risques auxquels la Banque est exposée sont décrits ci-dessous.

(a) Risque de marché

Le risque de marché correspond aux pertes financières que peut encourir la Banque en raison des fluctuations défavorables de la valeur des instruments financiers, à la suite de la variation des paramètres qui sous-tendent leur évaluation, notamment les taux d'intérêt, les taux de change ainsi que les cours boursiers. La Banque a fixé des politiques et limites qui visent à circonscrire l'exposition au risque de marché découlant des activités de négociation, de placement et de gestion de l'actif et du passif.

Relativement aux activités de négociation et d'investissement, la Banque se fit principalement à la combinaison de deux groupes de mesures : i) la valeur à risque (VAR) et la mise en application de scénarios-chocs; et ii) des limites nominales, lesquelles permettent d'encadrer les risques qui ne seraient pas saisis par les mesures de VAR et les scénarios-chocs.

Les activités de gestion de l'actif et du passif visent à contrôler le risque structurel de taux d'intérêt qui correspond à l'impact potentiel défavorable des fluctuations de taux d'intérêt sur les revenus et la valeur économique de la Banque. Ce risque est dû principalement aux différences entre les dates d'échéance ou les date de réévaluation des éléments du bilan et hors bilan, ainsi qu'aux options imbriquées dans certains produits bancaires, notamment les clauses de remboursement anticipé des prêts, de rachat de dépôts et les engagements hypothécaires. La Banque évalue périodiquement l'effet sur la valeur économique de ses capitaux propres et de ses revenus nets d'intérêt avant impôt à une hausse soudaine et soutenue de 1% des taux d'intérêts. Au 31 juillet 2008, une telle majoration aurait ainsi entraîné une hausse d'environ 667 000 \$ du revenu net d'intérêt avant impôt sur les 12 mois suivants et aurait entraîné une baisse de 36 690 000 \$ de la valeur économique des capitaux propres.

(b) Risque de crédit

L'utilisation d'instruments financiers, incluant des produits dérivés, peut entraîner un risque de crédit correspondant au risque de perte financière résultant de l'incapacité ou du refus d'une contrepartie de s'acquitter entièrement de ses obligations contractuelles. Les politiques dont s'est dotée la Banque en matière de gestion du risque de crédit visent à en faire une évaluation adéquate. Ces politiques comprennent l'autorisation de crédit par niveau d'autorité, l'attribution de cotes de risque, la gestion des prêts douteux, l'établissement de provisions, et la tarification en fonction du risque. En ce qui concerne la diversification, la politique de crédit établit des lignes directrices visant à limiter les concentrations de crédit par contrepartie, par secteur d'activité, et définissant certains secteurs jugés plus risqués, et devraient ainsi être évités. Les politiques sont revues et approuvées périodiquement par le comité de gestion des risques du conseil d'administration. La Banque suit ses portefeuilles d'instruments financiers tant sur le plan qualitatif que quantitatif, grâce à des mécanismes et politiques qui touchent la révision des différents types de dossiers, des systèmes de mise à jour des cotes de risque et l'analyse de la tarification. La note 3 de ses états financiers consolidés intermédiaires fournit des informations supplémentaires sur les portefeuilles de prêts de la banque.

La plus grande partie de la concentration de crédit de la Banque au titre des instruments financiers dérivés concerne des institutions financières, principalement des banques canadiennes. Le risque de crédit découlant d'une opération sur les produits dérivés résulte de la possibilité qu'une contrepartie manque à ses obligations contractuelles à un moment où le coût de remplacement d'une ou de plusieurs opérations est positif pour la Banque. Le coût de remplacement correspond à ce qu'il en coûterait pour remplacer les opérations aux taux du marché en vigueur en cas de manquement. Le montant d'équivalent-crédit découlant d'une opération sur les instruments financiers dérivés correspond à la somme du coût de remplacement et d'un montant estimatif pour refléter la modification potentielle de la valeur du marché de l'opération jusqu'à l'échéance.

Le risque de crédit lié aux instruments financiers dérivés est généralement géré en suivant les mêmes normes en matière d'approbation de crédit, de limite et de surveillance que celles qui sont appliquées aux autres opérations de crédit. De plus, la Banque négocie des accords généraux de compensation de dérivés avec les contreparties avec lesquelles elle contracte. Ces accords réduisent le risque de crédit, dans l'éventualité de défaillance, en permettant la compensation de toutes les opérations avec une contrepartie donnée.

Le montant qui représente le mieux l'exposition maximale au risque de crédit de la Banque au 31 juillet 2008, sans tenir compte d'aucune garantie ni d'autre rehaussement de crédit correspond essentiellement à la somme des actifs financiers au bilan consolidé de la Banque auxquels s'ajoutent les engagements de crédit détaillés ci-dessous.

EN MILLIONS DE DOLLARS

AU 31 JUILLET 2008

Actifs financiers, tel que présentés au bilan	19 065 \$
Engagement de crédit et autres éléments hors-bilan. ⁽¹⁾	4 148
Total	23 213 \$

(1) incluant 2 011 000 000 \$ liés à des facilités de crédit personnelles et marges sur cartes de crédit.

11. INFORMATION ADDITIONNELLE SUR LES INSTRUMENTS FINANCIERS ET LES RELATIONS DE COUVERTURES (SUITE)

(c) Risque d'illiquidité

Le risque d'illiquidité représente l'éventualité que la Banque ne soit pas en mesure de réunir, au moment approprié et à des conditions raisonnables, les fonds nécessaires pour respecter ses obligations financières.

Le risque d'illiquidité est géré globalement par la Trésorerie corporative et surveillé par le Comité de gestion de l'actif et du passif, en conformité avec les politiques des liquidités et du financement et de gestion du nantissement. Le but principal de ces politiques est d'assurer que la Banque dispose des liquidités suffisantes pour être en mesure de respecter ses obligations financières actuelles et futures, tant dans des conditions normales que dans des circonstances exceptionnelles.

La Banque effectue un suivi quotidien de ses liquidités et s'assure que les mesures des indicateurs de liquidité soient conformes aux limites établies. Une attention particulière est accordée aux échéances des dépôts et des prêts ainsi qu'aux disponibilités et aux exigibilités de fonds lors de la planification du financement. La Banque maintient une réserve d'actifs liquides non grevés qui sont immédiatement disponibles pour parer aux éventualités. Elle définit ses besoins de liquidité par des scénarios évaluant des horizons de survie qui mesurent la durée au cours de laquelle ses actifs liquides peuvent couvrir le retrait de financement de gros et de dépôts. La Banque veille à constituer un volume stable de dépôts de base en provenance des particuliers et des courtiers de dépôts, ainsi qu'à s'assurer de la diversification de ses sources de financement. Les stratégies de financement incluent aussi la titrisation de prêts et le recours au marché des capitaux, par l'émission de capitaux propres ou de titres de dette. Un plan d'urgence en matière de liquidités et de financement prévoit des mesures pour acquitter les obligations de la Banque dans l'éventualité d'une situation de pression sur les liquidités.

Juste valeur des instruments financiers

La juste valeur d'un instrument financier représente le montant auquel pourrait être échangé un instrument financier entre des parties compétentes agissant en toute liberté dans des conditions de pleine concurrence. Il n'existe cependant pas de marché pour une part importante des instruments financiers de la Banque. En conséquence, pour ces instruments, les justes valeurs présentées sont des estimations établies à l'aide de techniques d'actualisation ou d'autres techniques d'évaluation, qui peuvent ne pas être représentatives de la valeur de réalisation nette.

Lorsque la juste valeur est établie à partir de modèles d'évaluation, il peut être nécessaire d'avoir recours à des hypothèses quant au montant et à l'échéancier des flux de trésorerie futurs estimatifs et aux taux d'actualisation. Ces hypothèses reflètent les risques inhérents aux instruments financiers.

Au 31 juillet 2008, la juste valeur des actifs et passifs financiers correspondait approximativement à la valeur comptable, à l'exception des actifs et passifs ci-dessous.

EN MILLIONS DE DOLLARS	AU 31 JUILLET 2008			AU 31 OCTOBRE 2007		
	VALEUR COMPTABLE	JUSTE VALEUR	ÉCART FAVORABLE (DÉFAVORABLE)	VALEUR COMPTABLE	JUSTE VALEUR	ÉCART FAVORABLE (DÉFAVORABLE)
Actif						
Prêts	13 870 \$	13 941 \$	71 \$	13 317 \$	13 316 \$	(1) \$
Passif						
Dépôts	15 154	15 289	(135)	13 879	13 901	(22)
Déventures subordonnées	150 \$	153 \$	(3) \$	150 \$	150 \$	- \$

Méthodes et hypothèses utilisées pour l'estimation des justes valeurs des instruments financiers

Prêts

La juste valeur des prêts est estimée par l'actualisation des flux de trésorerie, ajustés pour tenir compte des remboursements anticipés, s'il y a lieu, aux taux d'intérêt prévalant actuellement sur le marché pour de nouveaux prêts ayant sensiblement les mêmes modalités. Pour certains prêts à taux variables dont les taux sont fréquemment révisés et pour les prêts dont l'échéance n'est pas déterminée, la juste valeur est présumée correspondre à la valeur comptable.

Dépôts

La juste valeur des dépôts à taux fixe est estimée par l'actualisation des flux de trésorerie à partir des taux d'intérêt prévalant actuellement sur le marché pour des dépôts ayant sensiblement les mêmes modalités. La juste valeur des dépôts dont l'échéance n'est pas déterminée ou des dépôts à taux d'intérêt variable est présumée correspondre à leur valeur comptable.

Déventures subordonnées

La juste valeur des déventures subordonnées est estimée par l'actualisation des flux de trésorerie à partir des taux d'intérêt prévalant actuellement sur le marché pour des émissions similaires ou sur les taux offerts actuellement pour les titres d'emprunt ayant la même période à courir jusqu'à l'échéance.

11. INFORMATION ADDITIONNELLE SUR LES INSTRUMENTS FINANCIERS ET LES RELATIONS DE COUVERTURES (SUITE)

Instruments financiers désignés comme étant détenus à des fins de transaction

Pour la période de trois mois terminée le 31 juillet 2008, une perte de 4 347 000 \$ (une perte de 4 477 000 \$ pour la période de trois mois terminée le 31 juillet 2007) a été constatée dans les revenus de trésorerie et de marchés financiers au titre des instruments financiers désignés comme étant détenus à des fins de transaction selon l'option de la juste valeur. Ces instruments financiers étaient utilisés dans le cadre de la gestion du risque de taux d'intérêt. Conformément à la convention comptable de la Banque, ils ont été désignés comme étant détenus à des fins de transaction afin de réduire sensiblement une disparité de traitement en matière de comptabilisation qui aurait autrement résulté du fait que les gains et les pertes sur ces éléments auraient été comptabilisés sur des bases différentes. Par conséquent, cette perte a été essentiellement contrebalancée par des gains sur d'autres instruments financiers.

La Banque a désigné certains dépôts d'un montant nominal de 68 560 000 \$ (62 815 000 \$ au 31 juillet 2007) comme étant détenus à des fins de transactions. La différence entre le montant que la Banque serait tenue de payer par contrat, aux détenteurs à l'échéance et la valeur comptable de ces dépôts de 68 704 000 \$ (62 652 000 \$ au 31 juillet 2007) est de 144 000 \$ (163 000 \$ au 31 juillet 2007).

Échéances contractuelles des passifs financiers

Le tableau suivant présente les principales obligations liées à des passifs financiers selon leurs échéances contractuelles.

EN MILLIERS DE DOLLARS	AU 31 JUILLET 2008				
	À vue et sur préavis	À terme			TOTAL
		Moins de 1 an	De 1 à 5 ans	Plus de 5 ans	
Dépôts	2 984 544 \$	6 059 271 \$	6 105 200 \$	4 950 \$	15 153 965 \$
Engagements afférents à des valeurs vendues à découverts	-	933 839	-	-	933 839
Engagements afférents à des valeurs vendues en vertu de convention de rachat	-	1 013 995	-	-	1 013 995
Débitures subordonnées	-	-	150 000	-	150 000
	2 984 544 \$	8 007 105 \$	6 255 200 \$	4 950 \$	17 251 799 \$

Instruments financiers dérivés

Inefficacité relative aux relations de couverture

Le tableau suivant indique les portions inefficaces des variations cumulatives de juste valeur des instruments de couverture comptabilisées dans l'état consolidé des résultats.

EN MILLIERS DE DOLLARS	POUR LA PÉRIODE DE TROIS MOIS TERMINÉE LE			POUR LA PÉRIODE DE NEUF MOIS TERMINÉE LE	
	31 JUILLET	30 AVRIL	31 JUILLET	31 JUILLET	31 JUILLET
	2008	2008	2007	2008	2007
Inefficacité favorable (défavorable) de couverture de flux de trésorerie	12 \$	7 \$	(220) \$	275 \$	(280) \$
Inefficacité favorable (défavorable) de couverture de juste valeur	(317)	(352)	(47)	(569)	(76)
	(305) \$	(345) \$	(267) \$	(294) \$	(356) \$

Répartition des swaps désignés comme éléments de couverture, par catégorie

Le tableau suivant indique la répartition des swaps de la Banque entre les swaps désignés comme éléments de couverture de flux de trésorerie et les swaps désignés comme éléments de couverture de juste valeur.

Les swaps désignés comme éléments de couverture sont utilisés principalement pour gérer l'appariement du bilan de la Banque et minimiser la volatilité future du revenu net d'intérêt. La valeur de ces swaps peut varier de façon importante. Par conséquent, les variations de valeur des swaps désignés comme éléments de couverture de flux de trésorerie pourraient entraîner des variations significatives du cumul des autres éléments du résultat étendu et dans les capitaux propres.

EN MILLIERS DE DOLLARS	AU 31 JUILLET 2008		AU 31 OCTOBRE 2007	
	MONTANT NOMINAL	JUSTE VALEUR MONTANT NET	MONTANT NOMINAL	JUSTE VALEUR MONTANT NET
	Contrats désignés comme instruments de couverture			
Contrats de taux d'intérêt				
Swaps servant de couverture de flux de trésorerie	2 653 000 \$	28 580 \$	3 891 000 \$	(4 748) \$
Swaps servant de couverture de juste valeur	3 798 750	31 523	2 436 000	(784)
	6 451 750 \$	60 103 \$	6 327 000 \$	(5 532) \$

Autres informations concernant les relations de couverture

Des pertes nettes reportées s'élevant à 1 396 000 \$, incluses dans le cumul des autres éléments du résultat étendu au 31 juillet 2008, seront reclassées à l'état consolidé des résultats au cours des douze prochains mois.

La durée maximale des relations de couverture du risque de flux de trésorerie liées à des opérations futures était de 5 ans au 31 juillet 2008.

12. INFORMATION SECTORIELLE

Depuis le 1^{er} novembre 2007, les activités liées aux petites et moyennes entreprises au Québec ont été regroupées aux activités de Services financiers aux particuliers dans le nouveau secteur d'activité Particuliers et PME-Québec. Ces activités commerciales étaient auparavant incluses dans le secteur des Services financiers aux entreprises. Ce secteur inclura désormais les opérations de financement immobilier à travers le Canada et de financement commercial en Ontario, de même que les opérations liées aux comptes majeurs. Les autres secteurs d'activité, à savoir : B2B Trust et Valeurs mobilières Banque Laurentienne, n'ont pas été affectés par cette réorganisation. Les données comparatives ont été retraitées en fonction de la présentation adoptée pour l'exercice 2008.

POUR LA PÉRIODE DE TROIS MOIS TERMINÉE LE
31 JUILLET 2008

EN MILLIERS DE DOLLARS	P et PME-Québec	IC	B2B	VMBL	AUTRES	TOTAL
Revenu net d'intérêt	77 033 \$	14 256 \$	21 992 \$	709 \$	(10 577) \$	103 413 \$
Autres revenus ⁽²⁾	30 467	4 044	2 740	9 203	21 228	67 682
Revenu total	107 500	18 300	24 732	9 912	10 651	171 095
Provision pour pertes sur prêts ⁽³⁾	9 343	1 003	154	-	8 000	18 500
Frais autres que d'intérêt	82 789	5 786	10 628	8 346	5 998	113 547
Bénéfices (perte) avant impôts sur les bénéfices	15 368	11 511	13 950	1 566	(3 347)	39 048
Impôts sur les bénéfices (récupération)	3 812	3 808	4 710	458	(4 677)	8 111
Bénéfice net	11 556 \$	7 703 \$	9 240 \$	1 108 \$	1 330 \$	30 937 \$
Actif moyen ⁽¹⁾	10 250 590 \$	2 117 407 \$	3 966 095 \$	1 587 308 \$	802 582 \$	18 723 982 \$

POUR LA PÉRIODE DE TROIS MOIS TERMINÉE LE
30 AVRIL 2008

EN MILLIERS DE DOLLARS	P et PME-Québec	IC	B2B	VMBL	AUTRES	TOTAL
Revenu net d'intérêt	72 690 \$	13 692 \$	22 297 \$	703 \$	(10 361) \$	99 021 \$
Autres revenus	28 331	3 890	2 737	7 141	14 385	56 484
Revenu total	101 021	17 582	25 034	7 844	4 024	155 505
Provision pour pertes sur prêts	8 545	997	458	-	-	10 000
Frais autres que d'intérêt	81 182	5 526	10 651	7 322	6 169	110 850
Bénéfices (perte) avant impôts sur les bénéfices	11 294	11 059	13 925	522	(2 145)	34 655
Impôts sur les bénéfices (récupération)	2 728	3 672	4 700	141	(1 735)	9 506
Bénéfice net	8 566 \$	7 387 \$	9 225 \$	381 \$	(410) \$	25 149 \$
Actif moyen ⁽¹⁾	9 917 143 \$	2 110 641 \$	3 806 798 \$	1 431 709 \$	809 073 \$	18 075 364 \$

POUR LA PÉRIODE DE TROIS MOIS TERMINÉE LE
31 JUILLET 2007

EN MILLIERS DE DOLLARS	P et PME-Québec	IC	B2B	VMBL	AUTRES	TOTAL
Revenu net d'intérêt	72 827 \$	11 532 \$	20 863 \$	570 \$	(4 025) \$	101 767 \$
Autres revenus	27 756	3 871	3 014	8 005	6 629	49 275
Revenu total	100 583	15 403	23 877	8 575	2 604	151 042
Provision pour pertes sur prêts	7 143	1 701	1 156	-	-	10 000
Frais autres que d'intérêt	78 946	5 527	10 497	7 826	5 577	108 373
Bénéfices (perte) avant impôts sur les bénéfices	14 494	8 175	12 224	749	(2 973)	32 669
Impôts sur les bénéfices	4 062	2 739	4 136	170	(1 616)	9 491
Bénéfice net	10 432 \$	5 436 \$	8 088 \$	579 \$	(1 357) \$	23 178 \$
Actif moyen ⁽¹⁾	9 411 440 \$	1 867 297 \$	3 213 020 \$	1 479 992 \$	948 407 \$	16 920 156 \$

12. INFORMATION SECTORIELLE (SUITE)

POUR LA PÉRIODE DE NEUF MOIS TERMINÉE LE
31 JUILLET 2008

EN MILLIERS DE DOLLARS	P et PME-Québec	IC	B2B	VMBL	AUTRES	TOTAL
Revenu net d'intérêt	222 707 \$	41 581 \$	66 293 \$	2 146 \$	(30 757) \$	301 970 \$
Autres revenus ⁽²⁾	86 177	11 447	8 138	23 894	46 044	175 700
Revenu total	308 884	53 028	74 431	26 040	15 287	477 670
Provision pour pertes sur prêts ⁽³⁾	25 726	3 497	777	-	8 000	38 000
Frais autres que d'intérêt	244 362	16 850	31 623	23 286	16 830	332 951
Bénéfices (perte) avant impôts sur les bénéfices	38 796	32 681	42 031	2 754	(9 543)	106 719
Impôts sur les bénéfices (récupération) ⁽⁴⁾	9 596	10 815	14 182	797	(3 869)	31 521
Bénéfice net	29 200 \$	21 866 \$	27 849 \$	1 957 \$	(5 674) \$	75 198 \$
Actif moyen ⁽¹⁾	9 985 127 \$	2 107 511 \$	3 817 668 \$	1 481 166 \$	702 311 \$	18 093 783 \$

POUR LA PÉRIODE DE NEUF MOIS TERMINÉE LE
31 JUILLET 2007

EN MILLIERS DE DOLLARS	P et PME-Québec	IC	B2B	VMBL	AUTRES	TOTAL
Revenu net d'intérêt	210 830 \$	34 318 \$	60 170 \$	1 239 \$	(14 087) \$	292 470 \$
Autres revenus ⁽⁵⁾	81 134	12 935	8 806	30 931	12 028	145 834
Revenu total	291 964	47 253	68 976	32 170	(2 059)	438 304
Provision pour pertes sur prêts	22 481	4 310	3 209	-	-	30 000
Frais autres que d'intérêt	233 075	17 113	31 674	23 421	16 370	321 653
Bénéfices (perte) avant impôts sur les bénéfices	36 408	25 830	34 093	8 749	(18 429)	86 651
Impôts sur les bénéfices (récupération)	9 195	8 651	11 529	1 890	(9 001)	22 264
Bénéfice net	27 213 \$	17 179 \$	22 564 \$	6 859 \$	(9 428) \$	64 387 \$
Actif moyen ⁽¹⁾	9 231 019 \$	1 809 575 \$	2 994 672 \$	1 539 471 \$	1 180 157 \$	16 754 894 \$

P et PME-Québec - Le secteur Particuliers et PME-Québec couvrent toutes la gamme de produits d'épargne, d'investissement et de financement et les produits et services transactionnels offerts par l'entremise de son réseau direct comprenant les succursales, le réseau électronique et le centre d'appels, ainsi que le financement aux points de ventes, dans tous le Canada. Ce secteur englobe également les services de cartes de crédit Visa, les produits d'assurance crédit et les services de fiducie. De plus, il offre tous les services financiers commerciaux aux petites et moyennes entreprises du Québec.

IC - Le secteur Immobilier et commercial offre le financement immobilier à travers le Canada, les services de financement commerciaux en Ontario et les opérations liées aux comptes majeurs à travers le Canada.

B2B - Le secteur d'activité B2B Trust fournit des produits bancaires et financiers, génériques et complémentaires, à des intermédiaires financiers et à des institutions financières non bancaires dans tout le Canada. Ce secteur comprend également les activités liées aux dépôts par l'entremise de courtiers.

VMBL - Le secteur VMBL comprend les activités de la filiale Valeurs mobilières Banque Laurentienne inc.

Autres - La catégorie Autres comprend les activités de trésorerie et de titrisation et les autres activités de la Banque dont les revenus et les frais ne sont pas attribuables aux secteurs susmentionnés.

(1) Les éléments d'actif sont présentés selon des moyennes, car il s'agit de la mesure la plus pertinente pour une institution financière.

(2) Les autres revenus du secteur Autres inclut i) un gain de 12,9 millions \$ (11,1 millions \$, net des impôts sur les bénéfices) sur la vente du solde de ses actions de la Bourse de Montréal, à la suite du regroupement de la Bourse de Montréal et du Groupe TSX; ii) des pertes de 5,3 millions \$ (3,6 millions \$, net des impôts sur les bénéfices) résultant de la vente d'autres valeurs mobilières.

(3) La provision pour pertes sur prêts du secteurs Autres inclut une charge de 8.0 millions \$ (5.5 millions \$, net des impôts sur les bénéfices) résultant de l'augmentation de la provision générale pour pertes sur prêts.

(4) La charge d'impôt du secteur Autres inclut un ajustement de 5,6 millions \$ reflétant la baisse de valeur des actifs d'impôts futurs de la Banque, liée aux nouvelles réductions de taux d'impôt fédéral.

(5) Les autres revenus du secteur VMBL incluent un gain de 4,4 millions \$ (3,7 millions \$, net des impôts sur les bénéfices) sur la vente d'une partie de la position de la Banque dans des actions de la Bourse de Montréal. Les autres revenus du secteur Autres incluent également une perte sur cession de valeurs mobilières de 4,3 millions \$(3,0 millions \$, net des impôts sur les bénéfices).

AUTRES REVENUS

	2008			
EN MILLIERS DE DOLLARS (NON VÉRIFIÉS)	T4	T3	T2	T1
Frais et commissions sur prêts et dépôts				
Frais bancaires sur les dépôts	- \$	13 286 \$	13 180 \$	12 562 \$
Commissions sur prêts	-	5 936	5 466	5 078
Commissions sur cartes	-	4 438	3 889	3 940
Sous-total - frais et commissions sur prêts et dépôts	-	23 660	22 535	21 580
Autres				
Revenus tirés des activités de courtage	-	8 973	6 965	7 392
Revenus de trésorerie et de marchés financiers	-	13 159	6 482	6 653
Revenus tirés de la vente				
de fonds communs de placement	-	3 943	3 456	3 442
Revenus d'assurance crédit	-	3 957	3 217	3 056
Revenus de régimes enregistrés autogérés	-	2 249	2 368	2 180
Revenus de titrisation	-	9 933	9 304	5 841
Autres	-	1 808	2 157	1 390
Sous-total - autres	-	44 022	33 949	29 954
Total - autres revenus	- \$	67 682 \$	56 484 \$	51 534 \$
En % de l'actif moyen	- %	1,44 %	1,27 %	1,17 %

	2007			
EN MILLIERS DE DOLLARS (NON VÉRIFIÉS)	T4	T3	T2	T1
Frais et commissions sur prêts et dépôts				
Frais bancaires sur les dépôts	12 675 \$	13 083 \$	12 599 \$	12 291 \$
Commissions sur prêts	5 904	5 963	5 663	5 882
Commissions sur cartes	3 741	4 160	3 345	3 397
Sous-total - frais et commissions sur prêts et dépôts	22 320	23 206	21 607	21 570
Autres				
Revenus tirés des activités de courtage	6 454	7 664	9 693	8 548
Revenus de trésorerie et de marchés financiers	3 912	6 516	4 274	4 584
Revenus tirés de la vente				
de fonds communs de placement	3 493	3 521	3 318	3 074
Revenus d'assurance crédit	3 492	2 453	3 030	3 582
Revenus de régimes enregistrés autogérés	2 231	2 490	2 572	2 359
Revenus de titrisation	1 407	1 236	3 215	560
Gain sur modifications de participations	4 000	-	-	-
Autres	583	2 189	2 456	2 117
Sous-total - autres	25 572	26 069	28 558	24 824
Total - autres revenus	47 892 \$	49 275 \$	50 165 \$	46 394 \$
En % de l'actif moyen	1,11 %	1,16 %	1,23 %	1,11 %

FRAIS AUTRES QUE D'INTÉRÊT

	2008			
EN MILLIERS DE DOLLARS (NON VÉRIFIÉS)	T4	T3	T2	T1
Salaires et avantages sociaux				
Salaires	- \$	39 270 \$	38 515 \$	39 165 \$
Avantages sociaux	-	12 825	12 762	12 521
Rémunérations liées à la performance	-	8 573	7 521	6 581
Sous-total - salaires et avantages sociaux	-	60 668	58 798	58 267
Frais d'occupation de locaux et technologie				
Équipements et services informatiques	-	12 304	11 173	11 175
Loyers et impôts fonciers	-	8 419	8 760	8 768
Amortissement	-	7 402	7 364	7 368
Entretien et réparation	-	1 415	1 372	1 290
Services d'utilité publique	-	293	385	310
Autres	-	104	100	319
Sous-total - Frais d'occupation de locaux et technologie	-	29 937	29 154	29 230
Autres				
Honoraires et commissions	-	5 384	5 088	3 607
Taxes et assurances	-	4 432	4 587	4 466
Communications et frais de déplacement	-	5 083	4 686	4 572
Publicité et développement des affaires	-	4 738	4 050	3 912
Articles de bureau et publications	-	1 580	1 756	1 655
Recrutement et formation	-	850	853	1 564
Autres	-	875	1 878	1 281
Sous-total - autres	-	22 942	22 898	21 057
Total - frais autres que d'intérêt	- \$	113 547 \$	110 850 \$	108 554 \$
En % de l'actif moyen	- %	2,41 %	2,49 %	2,47 %

	2007			
EN MILLIERS DE DOLLARS (NON VÉRIFIÉS)	T4	T3	T2	T1
Salaires et avantages sociaux				
Salaires	36 882 \$	37 606 \$	36 266 \$	36 160 \$
Avantages sociaux	12 617	13 655	13 809	12 965
Rémunérations liées à la performance	6 803	7 341	8 045	7 141
Sous-total - salaires et avantages sociaux	56 302	58 602	58 120	56 266
Frais d'occupation de locaux et technologie				
Équipements et services informatiques	10 655	10 402	11 291	10 103
Loyers et impôts fonciers	8 715	8 617	8 750	8 461
Amortissement	7 127	6 883	6 814	6 569
Entretien et réparation	1 595	1 424	1 208	1 200
Services d'utilité publique	262	296	417	309
Autres	123	136	88	114
Sous-total - Frais d'occupation de locaux et technologie	28 477	27 758	28 568	26 756
Autres				
Honoraires et commissions	5 251	5 208	4 845	3 649
Taxes et assurances	4 094	4 431	4 590	5 641
Communications et frais de déplacement	4 634	4 631	4 677	4 373
Publicité et développement des affaires	4 143	4 534	4 433	3 660
Articles de bureau et publications	1 420	1 418	1 691	1 705
Recrutement et formation	419	684	708	982
Autres	1 017	1 107	1 319	1 297
Sous-total - autres	20 978	22 013	22 263	21 307
Total - frais autres que d'intérêt	105 757 \$	108 373 \$	108 951 \$	104 329 \$
En % de l'actif moyen	2,44 %	2,54 %	2,67 %	2,49 %

CAPITAL RÉGLEMENTAIRE - BRI⁽¹⁾

EN MILLIERS DE DOLLARS (NON VÉRIFIÉ)	AU 31 JUILLET 2008	AU 31 OCTOBRE 2007	AU 31 JUILLET 2007
Fonds propres de catégorie 1			
Actions ordinaires	257 360 \$	256 445 \$	253 240 \$
Surplus d'apport	158	105	75
Bénéfices non répartis	580 703	537 254	516 996
Actions privilégiées non cumulatives	210 000	210 000	210 000
Moins : écarts d'acquisition, titrisation et autres ajustements	(91 498)	(53 790)	(53 790)
Total – fonds propres de catégorie 1 (A)	956 723	950 014	926 521
Fonds propres de catégorie 2			
Débentures subordonnées	150 000	150 000	150 000
Provisions générales	73 250	65 250	65 250
Moins : titrisation et autres	(31 447)	(33 827)	(31 895)
Total - fonds propres de catégorie 2	191 803	181 423	183 355
Total – fonds propres (B)	1 148 526 \$	1 131 437 \$	1 109 876 \$
Total de l'actif pondéré en fonction des risques (C)	9 504 518 \$	9 723 950 \$	9 574 613 \$
Ratio BRI de première catégorie (A/C)	10,1 %	9,8 %	9,7 %
Ratio BRI total (B/C)	12,1 %	11,6 %	11,6 %
Ratio actif / fonds propres	16,9 x	15,8 x	16,3 x
Capitaux propres tangibles attribuables aux actionnaires ordinaires sur l'actif pondéré en fonction des risques	8,1 %	7,5 %	7,3 %

(1) Le capital réglementaire, calculé à compter du 1^{er} novembre 2007, est maintenant basé sur les normes de fonds propres en vertu de Bâle II.

Les données comparatives des années antérieures étaient basées sur le cadre normatif précédent en vertu de Bâle I.

ACTIF PONDÉRÉ EN FONCTION DES RISQUES⁽¹⁾

EN MILLIERS DE DOLLARS (NON VÉRIFIÉ)	AU 31 JUILLET 2008	AU 31 OCTOBRE 2007	AU 31 JUILLET 2007
Éléments inscrits au bilan			
Liquidités	53 319 \$	85 613 \$	58 449 \$
Valeurs mobilières	359 413	328 325	466 062
Prêts hypothécaires	2 357 319	2 636 531	2 507 632
Autres prêts et engagements de clients en contrepartie d'acceptations	4 950 176	5 906 449	5 778 736
Autres éléments d'actifs	431 210	476 308	463 945
Provisions générales	s.o.	65 250	65 250
Total - éléments inscrits au bilan	8 151 437	9 498 476	9 340 074
Éléments hors bilan			
Instruments financiers dérivés	34 608	28 647	25 998
Engagements de crédit	253 323	196 827	208 541
Risque opérationnel	287 931	225 474	234 539
Total - actif pondéré en fonction des risques	1 065 150	s.o.	s.o.
Total - actif pondéré en fonction des risques	9 504 518 \$	9 723 950 \$	9 574 613 \$

(1) Le capital réglementaire, calculé à compter du 1^{er} novembre 2007, est maintenant basé sur les normes de fonds propres en vertu de Bâle II.

Les données comparatives des années antérieures étaient basées sur le cadre normatif précédent en vertu de Bâle I.

ACTIF ADMINISTRÉ

EN MILLIERS DE DOLLARS (NON VÉRIFIÉ)	AU 31 JUILLET 2008	AU 31 OCTOBRE 2007	AU 31 JUILLET 2007
REER et FERR autogérés	7 852 656 \$	8 429 223 \$	8 458 832 \$
Prêts hypothécaires sous gestion	2 472 855	1 742 466	1 423 358
Actifs de courtage de clients	1 815 817	1 994 766	2 002 739
Institutionnels	1 765 541	1 823 965	1 814 975
Fonds communs de placement	1 558 741	1 615 886	1 608 068
Autres - Particuliers	24 672	29 988	30 823
Total - actif administré	15 490 282 \$	15 636 294 \$	15 338 795 \$